

Casablanca

Manières
de voir

Hannah DAVIS TAÏEB

Croissance
urbaine
et logiques
familiales

Rachid AZLOUK

Bulletin d'information scientifique

Directeur de la publication
Michel CAMAU

Rédacteur en chef
Isabelle BERRY

Rédaction
Raffaele CATTEDRA
Mohamed ELLOUMI
Olivier FENEYROL
Alain JAUVION
Mohamed KERROU
Mostafa KHAROUFI
Susan OSSMAN
Anne-Marie PLANEL
Mehdi REMILI
Raymond ROMANO
François SIINO

Mise en page
Besma OURAÏED

Diffusion
Hayet NACCACHE

Correspondances est publié par
l'Institut de Recherche
sur le Maghreb Contemporain

IRMC TUNIS
20, rue Mohamed Ali Tahar
Mutuelleville - 1002 TUNIS
Téléphone : (1) 79 67 22
Fax : (1) 79 73 76
Télex : 18080

IRMC RABAT
Ambassade de France
Service Culturel, Scientifique et de Coopération
1, rue d'Annaba - RABAT
Téléphone : (7) 76 96 40
(7) 76 96 41
Fax : (7) 76 14 75

Cette publication ne peut être vendue
Abonnement gratuit sur demande
3500 ex. Imprimeries Réunies

Les différentes rubriques éditoriales de
Correspondances (*Positions de Recherche*,
Recherches en cours et *Mémoires*) sont ouvertes
aux enseignants-chercheurs, chercheurs et
doctorants désireux d'utiliser ce support, dans la
langue de leur choix (arabe ou français).
Les manuscrits (24 000 à 30 000 signes) peuvent
être proposés à la Rédaction du Bulletin qui, dès
réception, prendra contact avec les auteurs.

Correspondances est édité par l'IRMC, à raison
de 10 numéros par an.

A l'heure dite de la mondialisation, le danger réside peut-être moins dans ce qui relèverait d'une tendance à l'uniformisation que dans une méconnaissance des modes différenciés de perception, d'appropriation et de représentation. Dans le domaine de l'image et des médias plus particulièrement, la diversité des manières de voir s'affirme au rythme de l'intensification des flux transnationaux. Dans un ouvrage récent, **Susan OSSMAN** offre, à cet égard, un éclairage original, en prenant une ville parmi les plus sujettes à l'image, **Casablanca**, comme sujet et objet de représentation de la complexité de la relation entre le local et le transnational.

Hannah DAVIS TAIEB en propose une lecture où la question des manières de voir en actualise une autre plus fondamentale encore pour les sciences sociales : le regard ou le positionnement du chercheur dans un contexte désormais caractérisé par la pluriculturalité et la mobilité des populations.

Manières de voir

A propos de *Picturing Casablanca : Portraits of Power in a Modern City*

par **Susan OSSMAN** - Berkeley : University of California Press, 1994, 246 p.

Hannah DAVIS TAIEB, anthropologue, co-responsable de la revue semestrielle *Méditerranéennes*, est chercheur associée au GREMO (Groupe de Recherches et d'Etudes sur le Moyen Orient) à la Maison de l'Orient à Lyon.

Entre autres travaux, elle a soutenu une thèse de doctorat sur : *Unmarried Women and Changing Conceptions of the Self in Sidi Slimane, Morocco* (New York University, 1992).

Mixité et mobilité

Nous avons tous en tête notre image de Casablanca, qu'elle émane de notre expérience vécue ou de notre imaginaire. Mais le propos de Susan OSSMAN dans *Picturing Casablanca* n'est pas de nous livrer une énième image de cette ville. Son ambition est autre : soulever une série de questions pertinentes sur les nouvelles manières de voir. A partir d'une ethnologie de l'image à Casablanca, elle s'emploie à montrer comment les images produites et reproduites selon les normes et les techniques modernes jouent un rôle important dans l'émergence de ces nouvelles manières de voir et dans les enjeux de pouvoir¹.

En nous parlant de Casablanca et de l'image («Casablanca, c'est l'image», dit-on volontiers au Maroc), elle nous entretient de la *mixité* et de la *mobilité*, de la diffusion des objets culturels et des mouvements de populations, phénomènes et tendances qui posent, sous un jour nouveau, une question majeure des sciences sociales : la délimitation de l'objet de la recherche, que celle-ci porte sur un groupe social ou sur une culture. Quelles sont les limites de ce groupe ou de cette culture ?

Les flux de population, migrations à but économique, dispersions ou exils causés par la guerre ou la répression, mouvements définitifs ou pendulaires, ont atteint une intensité telle que la mobilité est devenue un phénomène signifiant en lui-même. De même, la diffusion des objets culturels et la «pluriculturalité» se sont développées, véhiculées par les médias et d'autres institutions. Désormais, dans tous les domaines, les chercheurs sont confrontés au défi théorique et méthodologique lancé par cette *mixité* et cette *mobilité*, qui, au demeurant, imposent de dépasser la dichotomie *tradition/modernité*.

Parmi les chercheurs en sciences sociales, les ethnologues avaient développé des méthodes (incluant l'observation participante) et des objets à la mesure des sociétés dites «traditionnelles» : des sociétés délimitées, de petite échelle, sans tradition écrite et nécessitant, de la part de l'observateur, un voyage loin de «chez soi». Ce voyage, ce dépaysement, n'était pas un but en soi mais était plutôt censé donner au chercheur un «éloignement du regard» lui permettant d'apprécier ce que M. MAUSS appelait les *faits de fonctionnement général* (Gérard LENCLUD, 1992), les propriétés culturelles d'une société.

Il était tenu pour acquis qu'un chercheur en anthropologie pouvait choisir comme objet d'étude un groupe de gens associé à un territoire, un groupe avec des membres partageant les mêmes traditions culturelles. Mais, comment étudier un

¹ Je remercie Yves Gonzales-Quinjano et Jean-Noël Ferrié pour leurs lectures critiques et les suggestions qu'ils ont bien voulu apporter à ce texte.

village du Gharb au Maroc, lorsque, parmi les membres d'une même famille, certains sont demeurés au village et d'autres se sont établis à Casablanca, tandis que tels ou tels des enfants poursuivent des études universitaires en France ou travaillent comme serveurs dans un café d'une grande ville nord-américaine ? Où est le territoire de ce groupe ? Par ailleurs, comment étudier les objets culturels, quand une même personne, au cours d'une journée, est sollicitée par des objets et des activités symboliques et sociales issues de plusieurs cultures ? Un homme peut commencer sa journée en adoptant, lors de son petit-déjeuner, des pratiques gestuelles conformes à une tradition fassie ; enfiler un *tee-shirt* américain arborant le portrait de Bob Marley ; se rendre à son travail dans un garage pour se livrer à une activité semblable à celle de tous les garagistes de par le monde ; s'adonner au sport avec des professeurs formés au Japon ; faire la prière et lire les écrits d'un théologien égyptien ; passer la soirée devant la télévision et y regarder, tour à tour, les résultats des élections en France, un feuilleton brésilien et un télé-film indien. Pour lui, comme pour le chercheur, le familier se mêle à l'étrange. Les images, les objets et les institutions ne sont plus partagés par un groupe lié à un territoire mais ont un champ de partage beaucoup plus vaste et difficile à définir.

**Pluriculturalité
et pluridisciplinarité**

Les chercheurs étrangers qui étudient le Moyen-Orient et le Maghreb ont peut-être été confrontés à ces problèmes avant que ceux-ci acquièrent une portée générale pour les sciences sociales. Un chercheur américain étudiant les Yekuana en Amazonie, dans les années 60, pouvait, à juste titre, considérer leur vie symbolique sans consacrer beaucoup de temps aux symboles venus d'ailleurs. Il pouvait travailler sans affronter les problèmes de la «modernité» et sans mettre en question la dichotomie *tradition/modernité*. Il n'était pas davantage obligé de se poser beaucoup de questions sur sa propre appartenance : il était clairement «autre» et disposait de «l'éloignement du regard». Par contre, un chercheur français à Fès, anglais au Caire ou américain à Jérusalem affrontent nécessairement une situation plus complexe. Aussi n'est-il pas surprenant que la production sur le Maghreb, notamment, ait été jalonnée par des contributions importantes, innovatrices dans la définition de leur objet, leur ouverture à la pluridisciplinarité et leur écriture. Le meilleur exemple en est, sans doute, fourni par l'oeuvre de Jacques BERQUE. Son *Maghreb entre deux guerres*, pour ne citer que cet ouvrage, témoigne d'une largeur de vue, d'un «positionnement» de l'auteur vis-à-vis de son objet et d'une pluridisciplinarité, dont on trouve les prolongements dans les travaux actuels les plus novateurs.

Parmi ces innovations, l'on mentionnera le développement d'une approche pluridisciplinaire du champ politique. On songe notamment ici à John WATERBURY et à son application de la théorie segmentaire ainsi qu'à Rémy LEVEAU et à son approche articulant le politique, le social et l'urbain. La ville, qu'il s'agisse de la ville proprement dite, du quartier ou du *souk*, a également fait l'objet de travaux particulièrement significatifs au regard de notre propos, par leur prise en compte de «l'ordre culturel». Des études urbaines portant sur le Maroc ont abordé le changement, les effets de l'économie mondiale, ceux de l'éducation, et les nouvelles élites. S'inscrivent dans cette démarche des ouvrages tels que ceux de Janet ABU-LUGHOD sur Rabat, André ADAM sur Casablanca, Kenneth BROWN sur Salé, Clifford GEERTZ, Hildred GEERTZ et Lawrence ROSEN sur Sefrou et Dale EICKELMAN sur Boujad². D'une manière générale, le Maroc a inspiré de nombreux ouvrages innovateurs tant en ce qui concerne le mode d'écriture que le «positionnement» du chercheur. Vincent CRAPANZANO et Kevin DWYER, à des titres différents, ont tous deux expérimenté les approches «dialogiques», où l'auteur se place dans le cadre d'un échange avec un interlocuteur marocain. Il reste que l'un des livres pionniers ouvrant une longue série d'ouvrages mettant en question le rôle du chercheur dans le déploiement de sa recherche n'est autre que *Reflections on Fieldwork in Morocco* de Paul RABINOW³.

² Pour une excellente analyse des études anthropologiques des villes du monde arabe, se reporter au chapitre «Cities in Their Place» de l'ouvrage de D. F. EICKELMAN : *The Middle East : An Anthropological Approach*. - Englewood Cliffs, New Jersey : Prentice Hall, 1981.

³ Pour le Moyen-Orient, on retiendra l'ouvrage de Michael GILSENAN, innovateur sur plusieurs plans (notamment en ce qui concerne son approche de la ville et de la «modernité» et son style d'écriture) : *Recognising Islam : Religion and Society in the Modern Arab World*, New York : Pantheon, 1982.

Picturing in Casablanca participe de cette lignée, de cet avènement de nouveaux objets, méthodes de recherche et style d'écriture anthropologique. Ce livre, quelque peu insolite, traite de la *mixité* et de la *mobilité* avec comme arrière-fond la ville de Casablanca et pour objet les images. Il emprunte des formes d'écriture où présentation et analyse, anecdote et théorie, histoire et actualité se bousculent et créent un effet de collage significatif de la situation composite et complexe de Casablanca.

Images et institutions culturelles

Pour une large part, l'ouvrage porte sur les images médiatisées, dues aux nouvelles techniques -vidéo, télévision, photographie-, et sur leurs modalités locales d'utilisation. Plutôt que d'envisager les médias comme institutions ou d'étudier le contenu précis des émissions télévisées, il s'interroge sur la réception locale de ces objets culturels venus d'ailleurs. Il applique ainsi à la culture transnationale la méthode d'observation participante développée par les anthropologues pour aborder les questions locales. Des phénomènes qui dépassent la région géographique de référence sont analysés avec précision dans un contexte local⁴.

Les images médiatisées offrent un matériel d'observation appréciable pour une étude anthropologique de l'Etat. En ce sens aussi, l'ouvrage innove⁵. La question de l'Etat est abordée dans son rapport avec l'étranger et avec les populations locales par le biais d'une analyse sur l'usage qu'il fait des images. Les objets observés sont notamment des émissions télévisées portant sur des événements importants. Pendant une conférence internationale et devant les caméras du monde entier, la ville devient la toile de fond d'une mise en scène d'un Maroc idéal, imaginé. *L'image de la nation* est ainsi utilisée comme publicité ou encore comme façade⁶. Les images et leurs techniques de transmission ne constituent certes pas des vecteurs transparents reflétant la réalité sans la transformer. Celle-ci a sa part d'images et si les acteurs, à tous les niveaux, sont créateurs et producteurs d'images, il s'en échappe toujours une part de diffus et d'insaisissable qu'ils ne maîtrisent pas.

Les images et les institutions culturelles dans un Etat sont partagées par des gens qui ne se connaissent pas et qui ne se rencontreront jamais, mais qui font tout de même partie de la nation, d'une *communauté imaginée* selon Benedict ANDERSON. *Picturing Casablanca* non seulement appréhende cette communauté par l'étude des images de l'Etat, de leur fabrication et de leur diffusion, mais aussi analyse comment les images de la nation sont vécues par les téléspectateurs et les acteurs. Plutôt que de les considérer comme «ingérées» par un public léthargique, il s'intéresse aux réactions de ce dernier, à ses jugements et à ses choix. Il suggère, dans cette optique, d'aborder les images télévisées dans des contextes plus larges que l'émission elle-même. Quels sont les *divisions du temps*, les rythmes de la télévision, comment résonnent-ils, contre et avec les autres rythmes de la vie quotidienne, de la prière, par exemple ? Quelles communautés de discours et de connaissances se sont créées par la diffusion des émissions politiques ? Les images télévisées ne sont pas, pour ainsi dire, avalées par le public, mais acceptées, rejetées, récupérées, appropriées, transformées. Des jeunes femmes qui imitent les modes venant d'ailleurs le font ainsi à leur propre manière. La transmission des images par les médias n'est pas en train de créer un monde uniforme, mais plutôt de donner lieu à *des différences nouvelles*. Là se situe toute la complexité de la démarche. Car, sans qu'il y ait mondialisation d'un système culturel, personne, au

⁴ Pour un aperçu des études récentes sur la *culture transnationale*, se reporter à la revue *Public Culture*, éd. Carol A. BRECKENRIDGE et Arjun APPADURAI, Université de Chicago, Project for Transnational Cultural Studies. Concernant le contexte musulman, un ouvrage est important : *Debating Muslims : Cultural Dialogues in Postmodernity and Tradition*, Michael FISCHER et Mehdi ABEDI, Université de Wisconsin, 1990. Notons également le numéro spécial de *Middle East Report* sur la culture populaire, avec l'article de Lila ABU LUGHOD, intitulé «Bédouins, Cassettes and Technologies of Public Culture», ainsi que l'article de Hannah DAVIS TAIEB : «American Magic in a Moroccan Town», juillet-août 1989, 159, vol. 19-4.

⁵ Un ouvrage (cité d'ailleurs par Sussan OSSMAN) est également innovateur en ce sens, celui de Timothy MITCHELL : *Colonising Egypt*. - Cambridge : Cambridge University Press, 1988. L'auteur y analyse la transformation des concepts d'autorité et de pouvoir en Egypte en prenant pour objet les nouvelles techniques du savoir.

⁶ Susan OSSMAN fait appel aux travaux de Marc ABELES (1990, 1991, 1992).

Maroc ou ailleurs, ne s'inscrit dans une seule *communauté imaginée*, celle de la nation. Les référents culturels dépassent les frontières de l'Etat. Les systèmes symboliques et les appartenances sont, dans ce contexte, difficiles à saisir. Par la démarche qu'il propose, *Picturing Casablanca* suggère un moyen d'y parvenir.

On voit donc bien comment l'ouvrage excède la simple étude des médias. Il élargit, en outre, la réflexion à d'autres questionnements d'importance au Maghreb. Vidéos de mariage et comportements face aux histoires d'amour télévisées, par exemple, sont riches d'enseignements, notamment sur la féminité et la masculinité. Et, d'une manière générale, sur les *manières de voir* (*ways of seeing* - John BERGER)⁷ de chacun.

La contribution de l'ouvrage au développement d'objets nouveaux s'inscrivant dans une *anthropologie des mondes contemporains* (Marc AUGÉ) lui confère donc une valeur indéniable. D'autant plus qu'il participe d'une réflexion renouvelée sur la modernité dans les mondes non-européens. *L'ethnologie du présent* (Gérard ALTHABE, Daniel FABRE et Gérard LENCLUD) refuse les dichotomies simplificatrices *eux/nous*, *tradition/modernité* pour s'attacher à l'étude de la *culture mixte*. Cette anthropologie de la modernité, acquise pour l'étude des pays européens, représente aussi un atout pour d'autres aires culturelles, en ce sens qu'elle ouvre la voie à une réflexion débarrassée de toute recherche d'exotisme et d'étrange. *Le Maghreb et l'Europe partagent* (en fait) *un monde de références et d'attentes en partie communes* (Jean-Noël FERRIE, 1993). Le défi réside aujourd'hui dans l'étude des similitudes et des différences, dans la compréhension de l'étrange, dans les interprétations spécifiées des éléments de culture partagés, dans la mise à jour des aspects nouveaux caractérisant aujourd'hui les phénomènes traditionnels et les continuités dans ce qui est tenu pour moderne. L'étrange est à rechercher, d'abord, dans ce qui paraît familier et le familier dans ce qui semble étrange. Le champ de vision ne peut être défini artificiellement par le chercheur, à la manière de ce photographe, rencontré dans le Haut Atlas, en quête d'un point de vue permettant de photographier une fête berbère, tout en laissant, hors du champ, la ligne téléphonique préjudiciable au purisme de la scène.

Picturing Casablanca relève ainsi le défi auquel est confronté aujourd'hui le chercheur en sciences sociales. En abordant les images qui circulent dans une grande ville, il suggère des orientations de recherche prometteuses pour tous ceux qui souhaitent étudier l'époque actuelle qui, sans reconnaissance de la différence et du monde culturel partagé, ne peut être comprise.

Hannah DAVIS TAIEB

⁷ Cette expression renvoie aussi au chapitre sur le regard dans *Le Maghreb entre deux guerres* de Jacques BERQUE, 1980 (1^{ère} éd. 1962).

REPÈRES
BIBLIOGRAPHIQUES

- ABELES M.** - «Modern Political Ritual», *Current Anthropology*, 29, 1990.
- ABELES M.** - *Anthropologie de l'Etat*. - Paris : Armand Colin, 1991.
- ABELES M.** - «Anthropologie politique de la modernité», *L'homme*, janvier-mars 1992.
- ABELKHAH F., BAYART J.-F., ROY O.** - *Thermidor en Iran*. - Complexe, 1992.
- ABU-LUGHOD J.** - *Rabat : Urban Apartheid in Morocco*. - Princeton : Princeton University Press, 1980.
- ADAM A.** - *Essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident*. - CNRS, 1968.
- ADELKHAH F.** - *La révolution sous le voile*. - Paris : Karthala, 1990.
- ALTHABE G., FABRE D., LENCLUD G.** - *Vers une ethnologie du présent*. - Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1992.
- ANDERSON B.** - *Imagined Communities : Reflections of the Origin and Spread of Nationalism*. - London : Verso, revised edition, 1991.
- ASAD T.** (Dir.) - *Anthropology and the Colonial Encounter*. - London : Ithaca Press, 1973.
- AUGE M.** - *Anthropologie des mondes contemporains*. - Aubier, 1994.
- BARTHES R.** - *La chambre claire : Notes sur la photographie*. - Paris : Gallimard, Le Seuil, et Cahiers du Cinema, 1979.
- BENJAMIN W.** - «The Work of Art in the Age of Mechanical Reproduction», in *Illuminations*. - New York : Schocken, 1969.
- BERGER J.** - *Ways of Seeing*. - London : Penguin, 1972.
- BERGUE J.** - *Le Maghreb entre deux guerres*. - Paris : Le Seuil, 1980 (1^{ère} éd. 1962).
- BROWN K.** - *The people of Sale : Tradition and Change in a Moroccan City, 1830-1930*. - Cambridge : Harvard University Press, 1976.
- CLIFFORD J.** - *The Predicament of Culture : Twentieth Century Ethnography, Literature, and Art*. - Cambridge, Mass : Harvard University Press, 1988.
- CLIFFORD J., MARCUS G. E.** (Dir.) - *Writing Culture : The Poetics and Politics of Ethnography*. - Berkeley and Los Angeles : University of California Press, 1986.
- CRAPANZANO V.** - *Tuhami : Portrait of a Moroccan*. - Chicago : University Chicago Press, 1980.
- DAVIS H.** - «American Magic in a Moroccan Town», *Middle East Report*, july-august 1989, 12-17.
- DWYER K.** - *Moroccan Dialogues*. - Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1982.
- EICKELMAN D.** : *Knowledge and Power in Morocco : The Education of a Twentieth-Century Notable*. - Princeton : Princeton University Press, 1985.
- FERRIE J.-N.** - «l'Anthropologie du Maroc : situation actuelle et perspectives», *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1991.
- Disposer de la règle : Anthropologie religieuse d'un réseau social marocain du point de vue du du'a'*. - Thèse de doctorat, Université de Droit, d'Economie et des Sciences d'Aix-Marseille, 1993.
- GAUTHIER G.** - *Vingt Leçons sur l'Image et le Sens*. - Paris : Edilig, 1986.
- GEERTZ C., GEERTZ H. et ROSEN L.** - *Meaning and Order in Moroccan Society*. - Cambridge : Cambridge University Press, 1979.
- GITLIN T.** - «Television Screens : Hegemony in Transition», in Michael W. Apple, (Dir.) - *Cultural and Economic Reproduction in Education : essays on class, Ideology, and the State*. - Boston : Routledge and Kegan Paul, 1982.
- GONZALEZ-QUINJANO Y. et OSSMAN S.** (Dir.) - «Les nouvelles cultures dans le monde arabe», *Les Cahiers de l'Orient*, n° 20, 1990.
- LEVEAU R.** - *Le Fellah marocain : Défenseur du trône*. - 2d éd. Paris : Presses Nationales des Sciences Politiques, 1985.
- MORLEY D., SILVERSTONE R.** - «Domestic Communication : Technologies and Meanings», Communication présentée à *the International Television Studies Conference*. - British Film Institute, London, 1988.
- RABINOW P.** - *Reflections on Fieldwork - in Morocco*. - Berkeley : University of California, 1977.
- RABINOW P.** - *French Modern : Norms and Forms of the Social Environment*. - Cambridge : MIT Press, 1989.
- SAID E.** - *Orientalism*. New York : Vintage Press, 1979.
- SLYOMOVICS S.** - «Algeria Caricatures the Gulf War», *Public Culture*, 4, n° 2, 1992.
- WATERBURY J.** - *The Commander of the Faithful : The Moroccan Political Elite. A Study in Segmented Politics*. - London : Weidenfeld and Nicolson, 1970.

La rubrique RECHERCHES EN COURS a pour ambition de présenter en alternance des programmes individuels ou collectifs de recherche et des thèses de doctorat en cours.

Après avoir rendu compte à plusieurs reprises de travaux de doctorants et ce, depuis les premiers numéros de **Correspondances**, elle accueille aujourd'hui un texte de Rachid AZLOUK qui poursuit, à l'Université de Tours, une thèse de doctorat sur la **croissance urbaine dans la péninsule de Zarzis en Tunisie** (direction de recherche : Pierre SIGNOLES).

Dans sa note, l'auteur s'interroge sur les mécanismes de la croissance urbaine de Zarzis. En mettant l'accent sur les stratégies familiales, il montre comment les recompositions à l'œuvre, spatiales et sociales, réactualisent un modèle d'organisation sociale fondée sur la famille élargie.

Croissance urbaine et logiques familiales

Le cas de Zarzis (Sud-Est tunisien)

Rachid AZLOUK,
enseignant à Médenine,
est doctorant à l'Université
François Rabelais
de Tours.

La croissance urbaine est souvent envisagée par référence à des dynamiques de modernisation. Elle recouvre de nouveaux aménagements de l'espace, liés à des mouvements de population, de reconversion d'activités et de diversification des sources de revenus. Néanmoins, les transformations du contexte économique et les changements sociaux les plus apparents ne sauraient dissimuler la complexité des processus dits de modernisation. Les recompositions à l'œuvre et, plus particulièrement, en ce qui concerne la structuration spatiale, peuvent trouver leurs vecteurs dans des formes d'actualisation de modèles antérieurs d'organisation sociale.

Zarzis, agglomération de 68 480 habitants, située sur le littoral du Sud-Est tunisien, en pleine région oléicole, offre, à cet égard, un site d'observation particulièrement instructif.

**La Senia et le Jnen : de
la parcelle agricole à l'îlot
résidentiel familial**

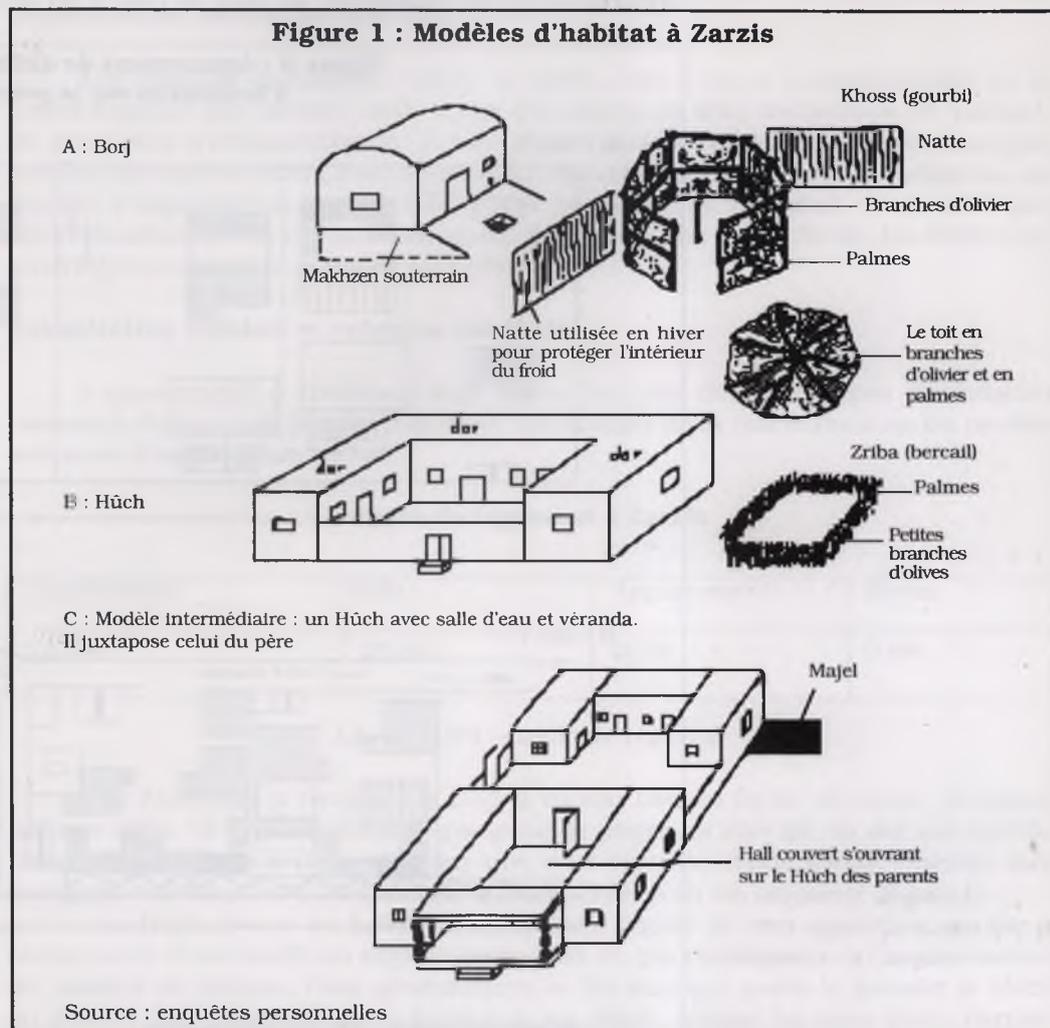
La famille y est apparue comme un analyseur pertinent non seulement des recompositions sociales mais des mécanismes de production du bâti et de croissance urbaine que ces recompositions engendrent. Les changements qui l'affectent sans pour autant remettre totalement en cause son organisation antérieure s'inscrivent dans l'espace de la ville, lui donnant une physionomie originale dont nous présenterons ici les principales caractéristiques.

La Senia et le Jnen à la base du peuplement de la presqu'île de Zarzis

Une analyse des changements et des permanences ne peut être menée que dans une perspective historique. Aussi un rapide rappel du peuplement de la presqu'île de Zarzis est-il nécessaire.

L'appropriation de cette presqu'île par les *Accari*, au XVI^{ème} siècle, s'est traduite par la fixation de cinq fractions (ouled BOU ALI, NHEMED, SAÏD, MOUENSA et KHALAÏFA) chacune autour d'un *ksar*, donnant naissance à des sous-espaces structurés selon les liens de consanguinité. Les cinq fractions étaient propriétaires (terre *melk*) et consacraient leur temps à l'entretien de la parcelle oasienne : la *Senia*. Celle-ci constituait l'îlot familial. De un à deux hectares en moyenne, elle était délimitée par des *tabias* (mur en terre battue) ou des haies de cactus. Son usage double, agricole et résidentiel, se matérialisait par sa subdivision en deux zones : l'une était réservée aux cultures maraîchères et, notamment, à celle

du sorgho, un produit essentiel dans la consommation locale ; l'autre abritait le logement familial ou *Hûch*, ainsi que le *Khoss* (gourbi en palmes et branches d'olivier) et la *Zriba* (bercaïl) pour le petit cheptel (figure 1). D'autres parcelles, les *Jnen-s*, étaient consacrées aux cultures sèches, dont l'orge et l'arboriculture (figuiers, pommiers, grenadiers...). Le centre de gravité de la vie intra-familiale était le *Hûch* du grand-père ou du père ainsi que la terre, la production du bâti étant régie par la famille.



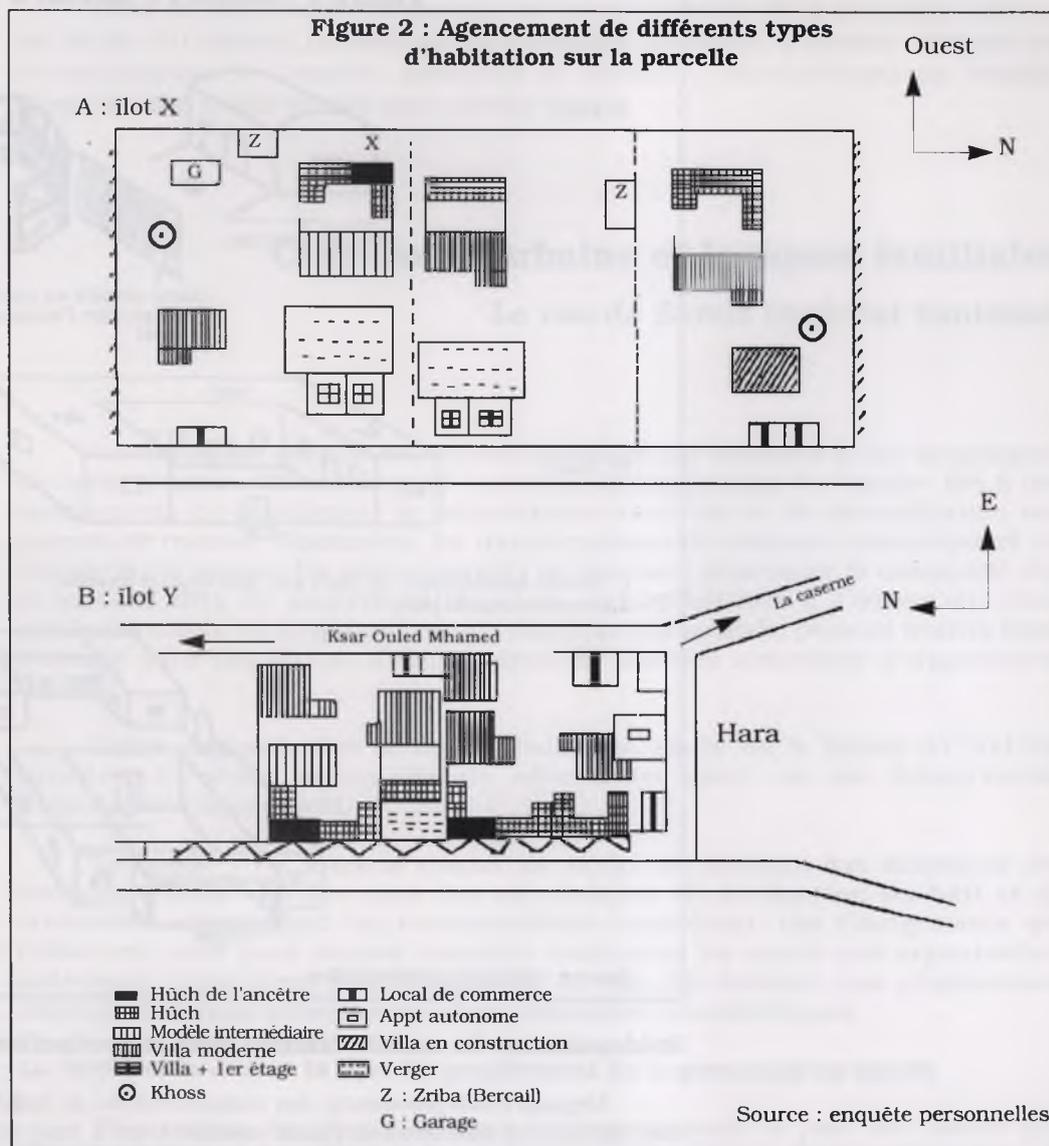
Prédominance du modèle familial dans la production actuelle du bâti

Depuis l'indépendance, les constructions se sont multipliées à Zarzis à partir des *Senia-s* et des *Jnen-s*. Aussi assiste-t-on à une mutation de la parcelle en îlot urbanisé. Cette mutation est, pour une grande part, le fait des familles propriétaires qui construisent plusieurs habitations sur leur terre. Ces constructions répondent à une nouvelle organisation spatiale et sociale de l'unité familiale qui néanmoins continue de se fonder sur la cohésion.

L'enquête auprès des familles, sous forme de récits de vie, nous a permis de saisir ces recompositions à l'œuvre et d'observer en quoi et dans quelle mesure elles réactualisaient le modèle antérieur d'organisation sociale.

L'îlot X, situé à Souihel (la frange balnéaire de Zarzis, en bord de mer) constitue un premier cas de figure (figure 2). Le père de famille y a construit, en 1910, un *Hûch* actuellement restauré. Il possédait, en outre, un petit cheptel et une

propriété oléicole de 600 pieds d'oliviers. Vers la fin des années soixante, ses trois fils ont également construit leur maison sur la parcelle, celle de l'aîné juxtaposant son *Hûch*. Emigrés tous trois, en France et en Allemagne, ils ont par ailleurs investi, dès 1978, dans la construction de villas à étages. La localisation de celles-ci en bord de parcelle crée une façade qui dissimule l'intérieur de l'îlot aux passants. Un jardin et un petit verger y ont été aménagés et sont délimités par un mur se prolongeant tout autour de la *Senia*. Celle-ci se trouve ainsi séparée, au Nord, de la parcelle appartenant à des cousins et, au Sud, de celle d'un autre «clan».



La famille s'est avérée ainsi au cœur du processus de production du bâti. Ce système de production ne pourrait fonctionner aujourd'hui sans une assise économique dont la gestion par le père, communément appelé *Sidi* (maitre), ou par le frère aîné, s'effectue selon le principe de solidarité. Face aux transformations socio-économiques que connaît la ville et en particulier Souihel et aux changements culturels qui affectent la société, les ressources traditionnelles se sont avérées insuffisantes pour maintenir l'équilibre de la famille. Aussi, c'est par l'émigration internationale et grâce à ses retombées financières que la cohésion de la communauté familiale a pu être préservée. Elle s'est traduite par le refus de vendre la terre et par le maintien sur place des enfants dans des maisons individuelles. La construction de trois villas pour la location constitue également un investissement

social visant à la préservation de la cohésion familiale, notamment en garantissant l'avenir des enfants. Un tel investissement économique et social illustre la capacité d'adaptation des habitants de Souihel aux changements économiques. Ils ont su tirer profit de la fonction touristique du bord de mer, impulsée par la construction de trois hôtels. Les villas sont louées jusqu'au mois de juin aux enseignants non originaires de Zarzis. En été, elles sont occupées par des cadres, des émigrés, des commerçants de Médenine, de Tataouine, de Ben Gerdane... Ceux-ci ont entendu parler de Souihel par des *Zarzissi* travaillant chez eux ou ont été informés des possibilités de location par des affiches.

Les familles constituent ainsi, à Zarzis, des acteurs fondamentaux de la transformation des *Senia-s* mais aussi des *Jnen-s* en îlots résidentiels et, partant, du processus d'urbanisation de la ville. Leurs projets résidentiels et les stratégies qu'elles mettent en œuvre pour les réaliser répondent à une volonté de préserver un modèle d'organisation sociale fondée sur la parentèle, toutefois réactualisé par l'individualisation des noyaux conjugaux. Aussi, sur une même *Senia*, les différentes générations cohabitent et/ou se succèdent.

Cohabitation spatiale et cohésion familiale

L'agencement, à l'intérieur d'un même îlot, des différents types d'habitation existant à Zarzis constitue un indicateur intéressant de la réactualisation du modèle antérieur d'organisation sociale.

Types de logement à Zarzis

Traditionnel	Villa	Appartement	Khoss
72,8%	25,6%	0,3%	0,8%

I.N.S., 1984 - fascicule régional

- Le *Hûch*, qui a remplacé le *Borj*, a vu son toit, en forme de voûte, remplacé par une dalle. Ce type d'habitat se compose de plusieurs *diar* (pl. de *dar* qui signifie pièce), disposées en **u** et ouvrant sur une cour centrale, d'une *khoss*, réservée aux besognes quotidiennes et polluantes, et d'une *Zriba* pour les animaux (figure 1).

- Le *Hûch rénové* ou habitat intermédiaire (figure 1) : son apparition est liée à l'éclatement de la famille en noyaux conjugaux et, par conséquent, à l'augmentation du nombre de cellules. C'est généralement le fils aîné qui quitte le premier le *Hûch* du père et fait construire, face à celui-ci, un *Hûch rénové*. La cour de ce dernier communique par une porte sur la cour centrale et une véranda ouverte à l'arrière de la maison est aménagée. Le *Khoss* disparaît au profit d'une pièce à l'écart et le *Najel* (le puits) fait son apparition sur le flanc de la maison. Les pièces sont généralement suffisamment grandes pour que puissent y être introduits des équipements électroménagers : réfrigérateur, cuisinière à gaz...

- La villa : elle marque l'îlot par sa taille et son architecture. La disposition et la fonction des pièces (salon, salle-à-manger, chambre-à-coucher,...), les équipements et les meubles y sont différents et traduisent un goût pour des modèles étrangers que se sont appropriés les cellules conjugales. La villa ne remplit cependant pas toutes les fonctions sociales. Son salon et sa salle-à-manger s'animent pour recevoir les invités (*barraniyya*), mais elle est délaissée au moment de la sieste et des soirées, qui continuent de se dérouler dans le *Hûch*. Certains chefs de ménages aisés construisent même, derrière leur villa, un *Hûch* réservé aux soirées, avec cuisine, douche et chambre. L'appropriation du modèle occidental d'habitation se fait donc en fonction des héritages culturels et l'organisation de la vie familiale s'inscrit à la fois dans la continuité et la nouveauté.

Par leur disposition au sein de l'îlot et leur agencement, les différentes habitations créent une seconde cour centrale où se déroulent la vie quotidienne et les cérémonies familiales. Cette cour est l'expression spatiale de la cohésion et de la solidarité familiales.

Vers une recomposition sociale de la *Senia*

La cohésion familiale connaît, depuis les années 80, des entraves d'ordres différents, à savoir la pression démographique, l'exiguïté des *Senia-s* et les changements économiques, qui ont engendré des espaces urbanisés selon un autre modèle. L'îlot familial, devenu trop petit pour abriter la parentèle, est délaissé par certains couples qui, pour pouvoir construire une maison, s'établissent sur d'autres parcelles. Il est, dans d'autres cas, subdivisé et vendu pour partie. La terre ne revêt plus aujourd'hui un caractère tabou ; elle a acquis une valeur d'échange, d'autant plus grande que la fonction touristique de Zarzis se développe.

Deux cas de figure, que nous présentons ici, illustrent les mécanismes de passage de l'îlot familial à un îlot socialement hétérogène.

De l'îlot familial à un îlot socialement hétérogène

La *sénia* Y (figure 2) est située au centre-ville, non loin de la *Hara* (le quartier juif) et de la caserne. Elle occupe une superficie de 2,5 hectares. En 1951, les deux frères qui en étaient propriétaires, Ali et Saïd, et qui y résidaient chacun dans une maison, se la sont partagée, ainsi que les 225 oliviers qui appartenaient à la famille. Ali a quatre filles et deux garçons. Sa parcelle abrite son *Hûch*, les maisons de deux de ses fils et celles, en construction, de trois de ses petits-fils. Saïd n'ayant qu'une fille mais cinq garçons occupe la parcelle la plus grande (1,5 hectares). Outre son ménage, trois de ses enfants (l'un est instituteur, les deux autres fonctionnaires) y sont installés. Ils ont fait construire en hauteur. Ses deux autres fils, émigrés respectivement en France et en Espagne, ont préféré acquérir une parcelle de 1200 m² sur la route de Jerba.

Un autre îlot, situé, en bord de mer, a été subdivisé en trois parcelles : la première a été conservée par le propriétaire d'origine ; elle abrite un *Hûch*, deux villas et un commerce ; la seconde, vendue à un riche propriétaire foncier, regroupe trois spacieuses villas ; la dernière, enfin, a été achetée par un ancien émigré. Il y a construit une grande brasserie (vente de bière) de type occidental.

L'achat d'un terrain à l'extérieur de la *Senia* familiale revêt des significations différentes. L'agrandissement de la famille entraîne le départ de ceux qui n'ont plus de place pour s'établir sur la parcelle. Un tel achat traduit, par ailleurs, la reconversion économique et sociale de la *Senia* : hier patrimoine familial avant tout, elle acquiert de plus en plus une valeur marchande ; la construction de résidences secondaires mises en location une partie de l'année, la création d'activités économiques liées au tourisme (café, restauration...), de commerces de route sont autant de raisons qui conduisent les propriétaires à ces transactions et, notamment à Souihel, où les valeurs foncières sont élevées : elles varient en effet de 30 à 50 dinars et plus le mètre carré, contre 5 dinars seulement à Chkerbane, sur la route de Ben Gerdane, au Sud-Ouest de la ville.

D'autres motifs de vente ont été évoqués par les enquêtes. Il s'est agi pour certaines familles d'aider financièrement leurs enfants, dans la construction d'un logement, à l'occasion du mariage de ces derniers ou pour qu'ils puissent partir à l'étranger. Le financement d'un pèlerinage a également constitué un motif de vente de la terre.

Les facteurs économiques et culturels et leur combinaison se sont ainsi avérés déterminants dans le processus de croissance urbaine à Zarzis et dans la diversification de l'espace urbain. Au sein d'un même îlot, des espaces structurés différemment se juxtaposent ; certains réactualisent le modèle antérieur d'organisation familiale et sociale, d'autres sont le produit d'une diversification sociale et socio-économique, mettant en jeu les changements économiques et culturels qui ont affecté la société locale. Ces recompositions à l'œuvre s'inscrivent aussi dans le paysage urbain par les clôtures qui font leur apparition autour de certaines villas et *Hûch*, depuis que le voisin n'est plus nécessairement un cousin.

La société zazissienne n'a guère fonctionné, jusqu'à une époque récente, selon les contradictions de classes dans la mesure où les relations familiales prévalaient dans l'organisation sociale. Si les changements économiques, la pression démographique et les transformations culturelles, notamment liées à l'enseignement, le tourisme et l'émigration, ont favorisé, dans une certaine mesure, l'individualisation du comportement, le système familial n'en demeure pas moins effectif.

Permanence du rôle de la famille dans la socialisation

Alors que certains îlots résidentiels connaissent une diversification sociale, l'organisation familiale demeure à la base de la production de nombreux autres.

L'agrandissement de la famille, comme nous l'avons souligné, entraîne le départ des enfants lorsque la *Senia* est devenue trop petite pour que tous s'y installent ou, encore, l'établissement d'enfants émigrés sur une autre parcelle. Elle constitue ainsi un facteur de déclenchement de mobilité résidentielle. La conséquence immédiate semble être l'éclatement de la structure familiale. Cependant, les recompositions se font souvent sur les mêmes bases, dans la mesure où les stratégies résidentielles des *Zarzisi* tendent à recréer des espaces de consanguinité. Les parcelles vendues le sont de préférence à un cousin demeurant sur une *Senia* voisine. L'installation d'un *barrani* dans le voisinage est ainsi évitée, notamment par la femme, qui a toujours été le régulateur de la vie familiale. Cette fonction est d'autant plus effective que la belle-fille (l'héritière du rôle) appartient souvent au même clan ou qu'elle est née à Zarzis. Les hommes ayant épousé une femme *barrania* (c'est-à-dire étrangère au groupe) ont généralement vendu leur maison à leur frère afin d'habiter ailleurs que sur la *Senia*. De ce fait, le mariage exogame constitue aussi un facteur de changement dans l'organisation familiale et favorise la consolidation de la cellule mono-nucléaire, sans pour autant que la famille élargie disparaisse des esprits. Si chacun "se débrouille" à sa façon, elle reste présente, malgré l'éloignement, et tient une place importante dans les pratiques. C'est, en effet, comme si elle transcendait l'espace et le structurait par le biais d'un tissu relationnel plus large, couvrant la ville toute entière.

La prédominance de la famille et donc du modèle de consanguinité dans la socialisation s'inscrit dans l'espace de la ville. Elle se matérialise en effet par l'existence de nombreux vides interstitiels dans la trame urbaine correspondant à des "friches sociales". Celles-ci constituent une étape précédant la mutation foncière aux profits des enfants. Elles reflètent la volonté de maintenir la fonction sociale de l'îlot et garantissent la permanence d'un modèle d'organisation spatiale privilégiant la parentèle. Les vides interstitiels résultent également d'autres stratégies, non plus sociales, mais économiques. L'extension du réseau routier, en l'occurrence, a contribué à valoriser les terres situées en bord de mer qui font aujourd'hui l'objet de spéculations.

L'échec des lotissements sociaux de l'Etat

Les logiques des acteurs non institutionnels ont mis en échec les interventions de l'Etat tunisien visant à la "rationalisation" de la production du bâti et de la croissance urbaine.

L'Etat est intervenu, à Zarzis, dans la production du bâti par le biais de la SNIT (Société Nationale Immobilière de Tunisie) et de la CNSS (Caisse Nationale de Sécurité Sociale). Bien qu'ancienne, son intervention, avec la construction d'une vingtaine de logements pour les sinistrés des inondations, en 1965, n'a pas pris d'ampleur, à l'instar de Jerba ou de Médenine. Elle s'est limitée à la construction, en 1969, d'une cité sur la route du port, destinée aux fonctionnaires de la police et de la garde nationale. Deux décennies après, le Fonds de Promotion des Logements pour les Salariés a construit une cité de 24 maisons à Ras Dhahra, sur la route parallèle à celle de Jerba. Les logements ont été achetés par des immigrés (instituteurs et infirmiers) et des fonctionnaires originaires de la Jeffara intérieure, considérant leur acquisition comme un moyen d'intégration dans la société locale. Enfin, la CNSS a construit un immeuble (le seul à Zarzis), dont les appartements sont loués aux cadres séjournant à Zarzis pour une courte période.

La Hara : un espace supra-familial.

La population de l'ancien quartier juif n'a pas cessé de diminuer entre 1956 et 1993, passant de 678 à 93 ménages. Ceux qui y résident encore aujourd'hui ont tendance à s'installer à Jerba où la communauté juive est plus importante. Les maisons délaissées ont été rachetées par des *Zarzisi*, émigrés ou non, afin de les louer ou d'y créer des activités de service (coiffure, couture, réparation de télévisions...) ou de commerce (parfumerie, habillement...). Depuis les années 80, on assiste à l'installation progressive d'une population immigrée dont les ressources sont faibles, employée dans le bâtiment (peinture, menuiserie...). Originaires du Jerid et de la Jeffara, ces immigrants habitent en groupe dans des pièces uniques qui étaient autrefois des bijouteries ou dans des maisons, s'ils sont en famille. Le bâti est de ce fait en voie d'*oukalisation*, ce qui entraîne la dégradation du quartier.

La Hara est l'unique îlot ségréatif à Zarzis. Il est un espace pauvre et *barrani*. Cette situation s'explique vraisemblablement par la difficile intégration de sa population dans la société locale, celle-ci étant fondée sur les liens de consanguinité.

CONCLUSION

Trois types d'espaces urbains, produits par des logiques différentes, caractérisent principalement la ville de Zarzis : logiques sociales, d'abord, qui privilégient le fonctionnement de la famille élargie ; logiques économiques, ensuite, contribuant à l'émergence d'un *zoning* social (les catégories aisées s'établissant plutôt à Souihel, les catégories moyennes et modestes sur la route de Ben Guerdane) ; et, enfin, logiques institutionnelles visant au logement des cadres de l'Etat. Toujours est-il que les effets des logiques économiques et institutionnelles sont encore secondaires, l'organisation spatiale de la ville traduisant, avant tout, le rôle prédominant de la famille dans la production du bâti et dans le processus de croissance urbaine.

**REPÈRES
BIBLIOGRAPHIQUES**

BADUEL P.-R. - «Emigration et micro-urbanisation dans le Sud tunisien», in *Les Travailleurs émigrés et le changement urbain des pays d'origines. Etudes méditerranéennes*, n° 4, Université de Poitiers, 1983, pp. 76-93.

DHOUB A. - «La région de Zarzis : l'occupation du sol avant 1880», *Les Cahiers de Tunisie*, t. VI, n°23-24, 1958, pp. 311-316.

DHOUB A. - «La région de Zarzis : contact européen et exploitation du sol de 1881 à 1959», *Les Cahiers de Tunisie*, t. XX, n° 79-90, 1972, pp. 171-178.

FARGE P. - «L'agriculture à Zarzis», *Méditerranée*, t. 15, n° 4, 1973, pp. 3-21.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (Tunisie) - Recensement général de la population et des logements : population par division. Gouvernorat de Médénine. - 1975.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (Tunisie) - Recensement général de la population et de l'habitat. - 1994

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (Tunisie) - Recensement général de la population et de l'habitat. Premiers résultats. 1994

KOITA T. - «KAEDI, ou le nomade dans la ville», in *Le nomade, l'oasis et la ville. Cahiers d'URBAMA*, Université de Tours, 1989 pp. 173-184.

LEGROS O. - *Du Village oasisien à la petite ville : Souk Lahad (Sud Tunisien)*. - Mémoire de Maîtrise, Université de Tours, 1991, 158 p.

MARTEL A. - *Les confins saharo-tripolitains de la Tunisie (1881-1911)*. - P.U.F, Paris, t. 1, 1965, 824 p.

MENOULLARD H. - «Zarziz, monographie du territoire des Accaras : notes posthumes réunies et publiées par M. Lépiney», *Bulletin de la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation*, 1912, pp. 96-121 et 150-168.

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, D.G.A.U. - *Zarziz : plan d'aménagement*. - 1990.

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DIRECTION DE L'URBANISME - *Zone d'extension du centre de Zarzis*. - 1994.

MZABI H. - *La croissance urbaine accélérée à Jerba et ses conséquences sur la vie des relations avec l'extérieur*. - Université de Tunis, 1987, 178 p.

MZABI H. - *La Tunisie du Sud-Est : géographie d'une région fragile, marginale et dépendante*. - Université de Tunis, 1988, 941 p.

PROTECTORAT FRANÇAIS EN TUNISIE. Services des Affaires Indigènes - *Historique de l'annexe des affaires indigènes de Zarzis*. - Bourg, 1931, 45 p.

URBAN RESEARCH IN THE DEVELOPING WORLD. 2. AFRICA ; edited by Richard STREN ; collab. A.L. MABOGUNJE, M. KHAROUFI, M. HALFANI, K. ATTAHI, A.-G. ONIBOKUN, M. SWILLING.- Toronto : Centre for Urban and Community Studies, 1994.- 377 p.



Cet ouvrage présente, pour l'ensemble du continent africain, les résultats d'un programme mondial sur la recherche urbaine, bénéficiant du soutien de la Fondation Ford. Dressant un état des travaux, il fait apparaître que la ville africaine, devenue un *espace central et une zone critique*, capitalise de plus en plus les savoirs en sciences sociales.

Concernant les pays arabes et, plus particulièrement, l'Égypte, le Maroc et le Soudan, la recension des travaux sur la croissance urbaine et l'analyse de leurs orientations permettent d'esquisser un agenda pour des recherches futures.

On peut noter que ces trois pays sont aujourd'hui marqués par l'extraordinaire essor de leurs villes et les changements induits par l'urbanisation. La diversité des histoires nationales et l'existence, pour le cas du Maroc, de traditions datant de l'époque coloniale, expliquent l'hétérogénéité des situations urbaines. L'étude des structures et de l'armature urbaines témoignent aussi d'une grande diversité.

Dans chacun des trois pays, l'armature urbaine révèle un déséquilibre spatial. Au Soudan, le réseau fluvial concentre l'essentiel de la population, composée à 70% de ruraux. Ce pays, tardivement urbanisé, a subi, depuis le milieu des années 1970, les conséquences de crises multiples, qui ont contribué à la croissance exponentielle des villes. Ainsi, entre 1983 et 1990, le taux de croissance urbaine a été, au Soudan, de 4,8% et, pour Khartoum, sa capitale, de 10,5%. Celle-ci a ainsi doublé sa population en 7 ans.

En Égypte, la population urbaine représentait, entre 1976 et 1986, 44% de la population totale ; elle s'est accrue, durant cette période, de 10% et le nombre de villes de plus de 100 000 habitants est passé de 20 à 24. L'essentiel du réseau, disposé en damier le long du Nil, connaît de très fortes densités et se distingue par la macrocéphalie du Caire.

Dans le cas du Maroc, les rythmes d'une urbanisation différenciée et le rééquilibrage récent des disparités régionales en matière de concentration de la population citadine n'éclipsent pas la prédominance de l'axe côtier Casablanca-Rabat-Kénitra. Ce dernier regroupe 40% de la population urbaine du pays. Les résultats du recensement de 1982 montrent que les grandes villes marquent une pause dans leur expansion annuelle (3,3%), tandis que les villes petites et moyennes connaissent une poussée significative (6,8%).

Face à ces enjeux, les structures nationales de production de la recherche urbaine sont encore faibles. Un tel constat renforce l'importance du rôle des études à venir dans la résolution des problèmes urbains.

VALENSI Lucette. - *Al Maghrib 'al 'Arabi qabla ihtilâl al jazâ'ir, 1790-1830* (Le Maghreb avant la prise d'Alger) ; trad. en arabe par Hamadi al-SAHLI. - Tunis : Cérès-Éditions, 1994.- 198 p. - (Ce que vous devez savoir sur...)



En 1969, paraissait en français ce livre devenu, depuis, un classique, en raison, d'une part, de la richesse d'informations qu'il synthétise avec clarté et, d'autre part, des pistes qu'il proposait pour un renouvellement de la recherche historique sur le Maghreb.

Sa traduction en arabe, par Hamadi al-SAHLI, nous invite à une relecture attentive. Elle montre à quel point les perspectives de recherche suggérées à l'époque et suivies par plusieurs historiens, tunisiens en particulier, demeurent actuelles.

Au-delà des indépendances encore récentes et au-delà même des lésions de la période coloniale, L. VALENSI proposait, en effet, de renouer avec la longue durée pour tenter d'y lire, selon des termes empruntés à J. BERQUE, *la permanence ou mutation propre de l'inviolé*. Cette entreprise nécessitait la construction d'une véritable histoire sociale qui, ne se contentant pas de dates d'événements politiques ou militaires, étendrait l'enquête au champ économique, aux modes de vie et aux représentations sociales caractérisant le Maghreb pré-colonial. Ainsi, malgré une relative pauvreté des sources, l'auteur dressait un tableau vaste et nuancé : celui d'une société à la démographie stagnante dont l'architecture repose sur l'équilibre entre structures segmentaires et *oecumen* musulman ; celui d'une économie principalement rurale et aux moyens de production archaïques, mais où les échanges sont vivaces et où la ville voit naître un début de secteur capitaliste ; celui d'un État dont l'emprise réelle sur la société est limitée, à la mesure des fonctions qu'il assume ; celui, enfin, d'échanges commerciaux

avec l'extérieur, limités, dès le départ, par l'agressivité du grand négoce européen qui finira par entraîner le cycle de la dépendance et la conquête militaire.

La forme de l'ouvrage original a été conservée, puisque, outre le texte principal, on y trouve un ensemble documentaire présentant les *jugements des contemporains*, un état des lieux des principaux *problèmes et querelles d'interprétation*, une *bibliographie* et un *index*. Le dossier des réactions à la prise d'Alger s'enrichit de deux textes, l'un d'IBN ABI L-DHIAF, intitulé *Les causes de la prise d'Alger par les Français*, l'autre, extrait du *Kitab al Istiqa'* de A. NACIRI concernant la position du sultan marocain vis-à-vis de la prise d'Alger. En revanche, disparaît de ce même dossier une réaction française à l'événement, celle de *l'Echo Provençal* du 17 avril 1830.

ADDI Lahouari. - L'Algérie et la démocratie. Pouvoir et crise du politique dans l'Algérie contemporaine. Paris : La Découverte, 1994. - 239 p.



Situant la crise algérienne dans son contexte historique, l'approche sociologique de S.L. ADDI agence un cadre conceptuel qui révèle la logique du système socio-politique et les changements profonds qui l'ont affecté au niveau symbolique.

Les origines de la crise sont ramenées à la source même du pouvoir algérien indépendant : l'armée et le F.L.N. La primauté du militaire sur l'État et la société trouve son explication dans l'histoire coloniale et postcoloniale durant lesquelles le courant radical est parvenu à marginaliser les intellectuels et les hommes politiques. Il en est résulté un État militaire, autoritaire et populiste. L'équilibre précaire des pouvoirs avait d'abord assuré une certaine stabilité mais il a vite abouti à la paralysie du processus de prise de décision. C'est surtout le développement d'un clientélisme étroit qui a fait perdre à l'État sa crédibilité. Dans les années 80, la crise du modèle de développement économique conjuguée à la faiblesse du *leadership* ont généré des difficultés qui ont culminé dans l'explosion sociale d'octobre 1988. L'ouverture pluraliste intervenant entre 1989 et 1992 suscita une compétition violente pour le pouvoir, caractérisée par la résistance de l'appareil militaire à la libéralisation et la montée fulgurante du mouvement islamiste. Celui-ci est porteur d'une *utopie mobilisatrice*, correspondant à la permanence de la symbolique communautaire et du mythe *régénéré* de justice sociale. En ce sens, le F.I.S. ne serait que le produit historique du F.L.N. et l'islamisme demeurerait *au cœur du nationalisme* dont il a

accompagné la naissance et le développement. Ce mouvement politico-religieux, traduisant une protestation générale et revendiquant, comme solution à la crise, l'application de la *chari'a*, exprime, de façon contradictoire, un refus de la souveraineté de l'État et de ses corollaires, le positivisme juridique et la citoyenneté civile. Ce principal obstacle à la modernité politique et au changement rejoint la résistance de la société à la sécularisation. Le défi démocratique qui impose la liberté d'expression et le débat public nécessiterait une redéfinition des rapports entre l'islam et l'État d'une part et l'islam et la liberté d'autre part.

La mobilisation de la religion provoquerait à terme un processus de sécularisation dans la mesure où le champ religieux est traversé d'aspirations modernes. C'est pour cette raison que l'interruption du processus électoral est perçue, par l'auteur, comme une erreur qui a empêché la société algérienne d'effectuer une *régression féconde* qui aurait dévoilé l'incapacité des islamistes à gouverner.

En réponse à la violence meurtrière actuelle, seul un pacte civique pourrait garantir le pluralisme et éviter les dérapages politiques.

GOUMEZIANE Smaïl - Le mal algérien. Economie politique d'une transition inachevée, 1962-1994 ; préf. d'Alain Cotta. - Paris : Fayard, 1994. - 307 p.



Le diagnostic de Smaïl GOUMEZIANE sur le *mal algérien* s'appuie sur une double expertise, académique et politique. Il est étayé non seulement par la thèse de doctorat dont il est issu, mais également par le parcours de l'ancien Ministre algérien du commerce (de 1989 à 1991).

Aux origines du *mal*, la conjonction de l'étatisme et de la rente pétrolière aurait causé l'échec de la transition postcoloniale. Celle-ci s'est soldée par une inefficacité généralisée de l'appareil économique, le développement de la corruption et une crise culturelle. La gestion de la rente pétrolière, censée financer une stratégie de développement axée sur l'industrie, s'est opérée dans le cadre d'une centralisation extrême de l'organisation économique et sociale. Elle est devenue l'instrument de création de rentes spéculatives. Sa déperdition et ses détournements ont conduit à un endettement structurel. Dès lors, loin de pallier l'absence d'épargne intérieure, elle a été mobilisée par le remboursement de la dette.

Le *mal algérien*, celui d'un système économique et social étranglé par le tout-État dilapideur de rente, aurait trouvé dans les réformes engagées à partir de 1987 les conditions d'une thérapeutique. Le pays se serait alors engagé dans une nouvelle transition vers une société productive et démocratique : libéralisation des prix, loi sur la monnaie et le crédit, autonomie des entreprises publiques, liberté de circulation des capitaux, privatisation de l'économie, instauration du pluripartisme, aménagement des

relations entre partenaires sociaux... Cette seconde partie de l'ouvrage retiendra particulièrement l'attention dans la mesure où elle tend à expliciter les orientations et à réhabiliter l'action du gouvernement réformateur de Mouloud HAMROUCHE (1989-1991). Elle sera également la plus discutée, le plaidoyer *pro domo* se muant en réquisitoire contre les forces qui, en contraignant le gouvernement HAMROUCHE à la démission, auraient précipité le blocage de la nouvelle transition. L'arrêt ou la dénaturaison du cours des réformes à partir de juin 1991, dont l'interruption du processus électoral ne constitue qu'un aspect, figurerait désormais au cœur d'une aggravation des déséquilibres, doublée d'une passivité de la population. Si l'on en croit S. GOUMEZIANE, l'Algérie sortira de cette léthargie sur fond de violence *aussitôt que sera remis en activité le programme de réformes*.

L'ANNUAIRE DE L'EMIGRATION. MAROC ; sous la dir. de Kacem BASFAO et Hinde TAARJI. - Casablanca : Afrique-Orient, 1994. - 623 p.



Deux millions de Marocains sont aujourd'hui résidents à l'étranger. Si l'émigration internationale a représenté un vecteur important d'urbanisation au Maroc - qui a entraîné non seulement la transformation des paysages, mais aussi la diffusion de nouveaux modes de consommation et de relations socio-culturelles - il n'en demeure pas moins que les conjonctures économiques et sociales refaçonnent, aujourd'hui, les *trajectoires migratoires*. Celles-ci produisent, dans un échange complexe, de nouveaux modes de circulation des biens, des personnes et des idées, qui ne sont pas sans conséquence sur les sociétés des pays d'accueil.

Cette première édition de *l'Annuaire de l'émigration*, publié avec le concours de la Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger, se propose, en tant qu'outil de travail, de *devenir à long terme, un catalyseur pour la recherche* en ce domaine. Il couvre cinq pays européens (Belgique, Espagne, France, Italie, Pays-Bas) et le Canada, un chapitre étant consacré aux retombées de l'émigration au Maroc. Ce recueil interdisciplinaire, auquel ont participé une centaine de collaborateurs marocains et étrangers, est riche de données, d'études ponctuelles et de références bibliographiques. Pour en faciliter la consultation, l'ouvrage s'articule en sections thématiques qui débute par un repère historique et institutionnel sur les *Pays d'accueil*. Plus de 200 articles y sont réunis. Ils analysent les caractéristiques (origines des flux, conditions de vie, etc) de la communauté marocaine dans l'environnement

socio-politique d'accueil (*Société*), l'actualité des questions identitaires, des pratiques religieuses et des relations interculturelles (*Culture et identité*). Les enjeux du marché du travail, les mesures législatives concernant l'entrée et le séjour dans le pays d'accueil y trouvent place dans deux sections distinctes (*Economie et droit*).

Si, dans certains pays de plus ancienne immigration (comme la Belgique et les Pays-Bas), le phénomène est apparemment mieux connu, les éditeurs soulignent qu'en France, malgré une très vaste production de travaux sur l'immigration maghrébine, l'éventail des études regardant directement les Marocains se réduit comme *une peau de chagrin*. En Espagne et en Italie, bien que la communauté marocaine soit actuellement la plus représentée parmi les colonies extra-communautaires, l'Etat de la recherche reste très contrasté du fait des difficultés rencontrées pour en appréhender globalement la réalité.

MAHDISME, CRISE ET CHANGEMENT DANS L'HISTOIRE DU MAROC : actes de la table ronde organisée à Marrakech par la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat du 11 au 14 février 1993 ; coord. par A. KADDOURI.- Casablanca : Université Mohamed V, 1994.-125 p.- (Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat. Colloques et Séminaires. 35)



Sauveur, restaurateur de la loi et de la pureté des pratiques, le *mahdi* est une figure emblématique, récurrente dans l'histoire du Maroc. Ces actes de colloque présentent des récits de vie et les mouvements millénaristes qui ont révélé ces personnages énigmatiques. Ils mettent l'accent sur la relation existant entre les crises de représentation et de légitimité politique et l'émergence du *mahdisme*.

Au Maghreb, dès l'avènement de l'islam, c'est par le langage du religieux que sont exprimées les revendications sociales mais également l'idéal unitaire du *Dâr al-Islâm*. La quête d'équité, de *justice divine* y demeure primordiale. Les perceptions individuelles ou collectives de déchirure, de déshonneur ou d'insécurité déterminent la démarche de ceux qui s'auto-proclament *mahdi* musulman ou *machiah* (messie) juif, comme de ceux qui revendiquent leur avènement. L'itinéraire d'IBN ABI MHALLI, *leader* d'une rébellion contre les Saadiens à l'extrême fin du XVIème siècle, est révélateur de ces comportements. Né à Sijelmasa, dans une ville saharienne en déclin, victime d'expériences jugées humiliantes, le jeune homme accumule un *savoir sur lui-même*, comme source possible de changement.

Dans la péninsule ibérique, depuis l'époque umayyade (VIIIème siècle), les croyances eschatologiques sont le support idéologique de l'histoire d'*Al-Andalus*. Cependant, le sentiment de précarité de la présence musulmane, sur un territoire devant être perdu tôt ou tard par la faute des Chrétiens, n'a pas rendu possible, à la différence du Maroc, le développement d'une géographie mahdiste.

Si le *mahdi* ou le messie est censé répondre aux espérances des exclus, qu'advient-il lorsque le succès le fait accéder à une position de pouvoir ? Dans le contexte de guerre civile et religieuse qui s'ouvre à partir de 1120, la prédication du *mahdi* IBN TUMART allait aboutir à la suppression de la *dhimma* par les Almohades, c'est-à-dire à la conversion forcée et, dans certains cas, définitive, de la population judéo-marocaine à l'islam. Pour comprendre un tel phénomène, il est nécessaire de prendre en compte les aspirations et les stratégies des *élus*. Ainsi, le mahdisme tumartien ne peut être défini qu'à partir des *faits et dires* d'IBN TUMART lui-même. Ceux-ci doivent être mis en perspective avec le syncrétisme dominant dans le Sud-Est marocain, lui-même issu de trois siècles de polémiques doctrinales entre kharijites, shi'ites, malikites... Dans un Maghreb alors aux prises avec une croisade en pleine expansion, ce théologien tenta de *donner à ses compatriotes une orthodoxie, capable de les unir et de les motiver*.

LE MAROC MEDITERRANEEN. QUELS ENJEUX ECOLOGIQUES ? Rencontre de Tétouan IV du 30 au 31 octobre 1993 ; sous la dir. de Habib EL MALKI, en collab. avec le Rectorat de l'Université Abdelmalek Essaadi - Tétouan. - Rabat : GERM, 1994.- 160 p.



L'émergence, sur la scène internationale, des problèmes écologiques pose un défi supplémentaire aux pays qui doivent concilier leur développement économique et social et la préservation de ressources naturelles pour les générations futures. Cette question prend toute son importance dans des régions fragiles et particulièrement peuplées comme le Maroc méditerranéen. Comment fonctionne l'écosystème des provinces du Nord du Maroc ? Comment identifier les bases d'un développement durable de cette région ? Trois conditions semblent requises pour assurer le succès d'un projet de développement global et intégré. La première, d'ordre conceptuel et méthodologique, passe par la remise en cause des paradigmes dominants du développement ; la seconde, d'ordre politique, concerne la participation et la « responsabilisation » des populations ; la troisième, enfin, a trait au rôle joué par la coopération bilatérale et multilatérale.

Les relations entre pression démographique et dégradation de l'environnement sont complexes puisque l'essentiel de l'érosion semble être lié à des causes naturelles, elles-mêmes localement amplifiées par des facteurs d'ordre anthropique.

Ainsi les activités agricoles et les pratiques culturelles constituent l'une des principales interventions de l'homme, susceptibles d'avoir un impact sur l'évolution de l'écosystème. Cette influence est d'autant plus délicate à maîtriser que l'agriculture, en ces zones de montagne, s'avère l'activité dominante et la ressource essentielle.

Le développement touristique et l'urbanisation du littoral méditerranéen constituent, par ailleurs, une menace sérieuse pour l'environnement, en l'absence d'une stratégie globale et intégrée d'aménagement du littoral.

Le Maroc méditerranéen, riverain du détroit de Gibraltar, occupe une position singulière, au carrefour des voies maritimes internationales. Cette situation rend ses zones littorales particulièrement vulnérables à la pollution marine qui constitue l'un des risques majeurs pour l'environnement. Elles subissent, en outre, de fortes pressions liées aux rejets urbains et industriels.

ZGHAL Riadh. - La Culture de la dignité et le flou de l'organisation. Culture et Comportement Organisationnel : Schéma théorique et application au cas tunisien ; préf. de Philippe d'Iribarne. - Tunis : CERP, 1994.- 416 p. - (Centre d'Etudes, de Recherches et de Publications)



La tendance à adopter, par effet d'acculturation, des modèles d'organisation bureaucratiques, produits et véhiculés par la culture française, caractérise, de nos jours, les entreprises tunisiennes. Elle pourrait expliquer, selon R. ZGHAL, une pathologie de l'entreprise qui se traduit par la marginalisation du travail en tant que norme sociale et valeur économique.

Cependant, le rapport entre culture et comportement organisationnel n'est pas aisé à établir. Après avoir revisité les travaux classiques consacrés à cette question et engagé sur ce thème une recherche empirique ayant pour terrain deux entreprises tunisiennes, R. ZGHAL en vient, en effet, à remettre en cause sa démarche et son projet d'isoler des paramètres culturels, supposés affecter les comportements au sein des systèmes organisationnels. S'efforçant désormais de comprendre ce qui anime les membres du personnel dans leurs relations au sein de l'entreprise, elle adopte, ce faisant, une définition anthropologique de la culture. Elle l'appréhende comme un système dynamique de significations, de représentations et de normes et non pas comme un ensemble figé de valeurs et d'attitudes. Les modèles organisationnels eux-mêmes se révèlent, dès lors, être des constructions culturelles (constat qui invalide les méthodes de gestion à vocation universelle), dysfonctionnelles hors du contexte socio-culturel dans lequel elles ont été conçues.

L'auteur se place ici délibérément dans une optique de développement organisationnel. Elle identifie sur le terrain des logiques relationnelles : le primat des relations personnelles sur les règles impersonnelles ou encore l'opposition entre une conception autocratique du pouvoir chez ceux qui le détiennent et une désaffection de la soumission à autrui chez ceux que l'on qualifie d'exécutants. Les solutions proposées veillent non pas à détruire ces logiques mais à les canaliser et à en tirer parti.

Au-delà de son application au cas des entreprises ou à d'autres formes d'organisations tunisiennes, nous retiendrons de cette recherche qu'elle contribue à la formulation des problématiques brûlantes se rapportant à la tension universalisme/particularismes ou, inversement, à la production de sens dans des sociétés déchirées entre la nécessité de s'adapter aux circonstances et le besoin d'être fidèle à ce qui les fonde.

ESPRIT

N° 208 - janvier 1995

Avec l'Algérie

Esprit a choisi de mettre l'accent sur le caractère atypique de l'Algérie pour essayer de mieux comprendre les traumatismes algériens et la manière dont le fossé s'est creusé entre ce pays et la France (O. MONGIN). Dans cette perspective, G. GRANDGUILLAUME qui, avec L. PROVOST et B. STORA, a préparé ce numéro spécial, pose notamment la question de l'expression de la légitimité et prône le recours (le retour ?) à l'anthropologie pour cerner la spécificité de la culture algérienne.

Un premier ensemble de contributions aborde l'atypie par référence aux figures de la dépossession : une société en proie à une purification linguistique tendant à l'exclusion d'une élite par une autre et à la dévalorisation de la langue du peuple (M. BENRABAH) ; un espace urbain déstructuré du fait de l'incapacité des autorités à penser son organisation (A. DJELLOULI) ; une absence et une surabondance de mémoire falsifiée (B. STORA) ; la fragilité du lien entre générations (N. FARES) et l'interruption généalogique (A. MEDDEB).

Plus directement axée sur les enjeux de situation, une deuxième série d'articles, *Sortir de l'impasse*, livre l'anatomie d'une crise. Seule L. PROVOST aborde les problèmes d'une économie construite en trompe-l'œil sur fond de rente pétrolière et rattrapée par le réel. En revanche, les aspects politiques (essentiellement le clanisme et les logiques de violence) sont abondamment traités ; ils sont abordés tour à tour sous des angles différents par M. DUTEIL, A. ROUADJIA, M. HARBI, M. GADANT, D. DJERBAL et L. ADDI.

Quant aux relations franco-algériennes, placées par la revue sous le signe du *quiproquo*, elles font l'objet d'un entretien avec P. THIBAUD et P. VIDAL-NAQUET, d'un éditorial sur la politique de coopération et son absence de dimension qualitative ainsi que d'une prise de position de S. HESSEL pour un autre statut de réfugié. En conclusion, J. ROMAN explore les voies de la solidarité envers les victimes de la guerre civile.

▲ *Esprit* - 212, rue Saint-Martin - 75003 Paris.

**NAQD - REVUE
D'ETUDES ET DE
CRITIQUE SOCIALE**
N° 7 - 1994

Réajustement structurel et systèmes politiques

Le tournant des années 1980 a été, pour l'Algérie, celui de la mise en place des premières mesures visant à une ouverture économique, dans un pays jusque-là caractérisé par un quasi monopole de l'Etat sur l'ensemble des activités. La violence de la crise qui secoue actuellement ce pays incite à réinterroger ce processus ainsi qu'à identifier, si faire se peut, les résistances et les dysfonctionnements qui l'ont entravé. Il faut, en premier lieu, évoquer l'interminable débat opposant les partisans d'une aliénation générale du secteur public (C. HAMZA) à des cadres politiques profondément marqués par de nombreuses années de dirigisme économique strict (D. VANDEWALLE). Ce débat ne semble pas avoir trouvé d'arbitres très éclairés parmi les économistes algériens, plus enclins à critiquer les erreurs passées que réellement outillés pour penser une réforme de l'ensemble du système (R. OSTERKAMP). Dès lors, face à la perpétuation d'une sphère rentière, administrée sur une base clientéliste, l'absence d'orientations politiques claires favorisait le développement et l'autonomisation d'un secteur d'économie parallèle, révélateur d'une possible rupture avec les stratégies communautaristes et d'une entrée dans l'individualisme d'entreprise (A. HENNI). Au-delà du seul cas de l'Algérie, c'est l'ensemble du monde arabe qui est concerné par cette réflexion. En effet, comme le montrent deux contributions concernant les pays d'Amérique latine, les transformations induites par les réformes d'inspiration libérale (en particulier l'érosion du pouvoir régulateur de l'Etat) conditionnent d'ores et déjà fortement les ordres politiques de ces sociétés (W. SMITH ; H. BEJAR).

▲ *NAQD* - BP 12, Garidi - 16052 Kouba - Algérie.

ABHATH
N° 4 - 1994

Montagne et société au Maroc

Cette livraison réunit, autour de la question du développement et de l'aménagement des zones de montagnes, les contributions de chercheurs en sciences sociales et d'aménageurs. La thématique développée est appréhendée à travers l'étude d'espaces divers (Haut et Moyen Atlas, Rif et pays Jbala), dans le but de sensibiliser les décideurs et le public sur les effets négatifs induits par les déséquilibres écologiques (déforestation...) et socio-économiques (émigration...).

La contribution de J. VIGNET-ZUNZ sur les Jbala et celle de M. TARIK portant sur l'ouvrage *Les Beni Boufrah* de P. Pascon et de H. Van Der Wusten permettent de mesurer l'importance d'une telle question par référence aux contraintes physiques, sociales et économiques qui réduisent les marges de manoeuvres de la population et aux principes de la gestion des ressources, perturbés avec la pénétration coloniale et l'accroissement démographique.

Deux autres études portent respectivement sur une société du Haut Atlas central (A. BENABDALLAH) et un village du Sud marocain (S. ECHARKI). Elles s'attachent principalement aux changements affectant la mobilisation et l'allocation des ressources ainsi qu'aux conflits qu'ils induisent. Il ressort notamment que l'évolution des comportements de la collectivité vis-à-vis de l'utilisation des ressources reflète la souplesse des rapports socio-économiques entre les ressortissants ainsi qu'entre ces derniers et leur espace ; des rapports à la fois concertés (...) et concurrentiels (A. BENABDALLAH).

Enfin, les articles de M. MAHDI sur la gestion des parcours collectifs et de H. RACHIK sur celle des équipements collectifs hydrauliques dans le Haut Atlas mettent précisément en lumière ce jeu des intérêts dans une action collective et soulignent sa nécessaire prise en compte pour l'appréhension du dynamisme social.

▲ *ABHATH* - Cahiers marocains de recherche en sciences sociales - B.P. 1377, Rabat P.- Maroc.

**ANNALES
MAROCAINES
D'ÉCONOMIE**
N° 9 - Été 1994

La mobilisation productive des ressources humaines constitue un défi structurel pour la majorité des pays en développement. Cependant, la crise économique a montré les limites des modèles traditionnels de croissance et l'incapacité des théories classiques à suivre et à prévoir les formes et les contenus des nouveaux styles de croissance et de développement. Dans ce contexte, il paraît urgent de prospecter de nouvelles pistes de recherche sur les modalités de conception et d'action favorables à la réalisation d'un développement global, intégré et centré sur l'homme (M. ZRIOULI). L'emploi rural fait rarement l'objet d'analyses fines, d'autant plus que les données sur le sujet sont souvent peu fiables et sans continuité. Or, une connaissance précise de la composition de la population active par secteur et par statut socio-professionnel en milieu rural est un préalable incontournable pour toute politique de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exode (N. LAMRANI).

Le Programme d'Ajustement Structurel, entamé depuis le début des années 80 au Maroc, a touché tous les aspects de la vie économique du pays. Dix ans après, ce programme suscite des évaluations multiples qui visent à en saisir les implications dans les rouages de l'économie marocaine. Ainsi, *l'impact des réformes monétaires et financières sur le comportement du secteur bancaire* est analysé par L. JAIDI, celui de la *libéralisation financière sur la mobilisation des ressources nationales* par M. ABOUCH, de même qu'est étudié par S. BELGHAZI l'effet du programme de réforme du système de protection et d'incitations industrielles sur la compétitivité des différents secteurs de l'industrie marocaine.

A signaler, enfin, l'article de M. RAKI et de M. MAAROUF sur *l'Economie de la petite pêche artisanale : cas de Tifnit*, qui décrit les relations économiques et sociales liant les artisans pêcheurs aux mareyeurs.

- ▲ Annales marocaines d'économie - Revue de l'Association des Economistes Marocains - Boulevard Moulay Slimane, Résidence Moulay Ismail, Im. B, Ap. 4 - Rabat.

**GESTION
ET SOCIÉTÉ**
N° 23 - novembre
1994

GATT et compétitivité de l'économie marocaine

Ce numéro spécial, consacré aux accords du GATT conclus à Genève le 15 décembre 1993, fait suite à une journée d'étude organisée par le Cycle Supérieur de Commerce International de l'ISCAE (Rabat).

C'est à Marrakech que s'est achevé, le 15 avril 1994, le cycle de l'Uruguay Round, lancé en 1986. Il aura fallu sept ans et demi pour mettre au point les règles du jeu définissant le nouveau code du commerce international. Comme le signale R. M'RABET, les dispositions prises *vont modifier la conduite du commerce mondial et forcer l'interdépendance des économies*, dans le cadre d'un tout libre-échangiste, véritable fer de lance de la doctrine libérale prônée par les organismes internationaux (GATT, FMI, BIRD, OCDE...).

Dès lors, le Maroc ne saurait échapper au débat quant à une (re)définition de ses stratégies de développement économique et commercial. Une question-clef sous-tend la réflexion : *Peut-on souhaiter (...) une évolution plus raisonnable de la compétitivité où l'on admettrait la complémentarité des pays, des organisations régionales et de l'échange mondial ?*

A. TOUMI traite des effets du GATT sur les télécommunications, tandis que R. MARCEAU s'intéresse aux influences de cet accord sur les relations commerciales Maroc/Canada. Deux articles plus généraux portent respectivement sur la *compétitivité de l'économie marocaine* (D. JETTOU) et sur les dispositions anti-protectionnistes prévues dans l'accord de 1993 (L. EL ALAOUI). A. AZIRAR évoque les implications du GATT dans le monde arabe en s'attachant au cas du transport maritime.

A signaler également au sommaire, un commentaire de la loi du 9 novembre 1992 sur le commerce extérieur marocain, ainsi qu'un carnet bibliographique consacré aux rapports entre la bourse et les entreprises.

- ▲ Gestion et Société - Revue trimestrielle de l'ISCAE - Km 9,500, Route Oasis - Casablanca.

**LES CAHIERS
DE TUNISIE**
Tome XLVI, N° 161 -
3ème trimestre 1992

Réunies sans intention thématique, les contributions qui composent ce numéro, publié en 1994, font une large place à l'histoire. N. DOUGUI analyse les liens entre la politique économique de l'Etat français et l'expansion du capitalisme colonial en Tunisie, en montrant comment l'autorité publique s'est servie des hommes d'affaire pour atteindre des objectifs d'ordre stratégique et ce, jusqu'à leur abdiquer l'essentiel de ses prérogatives économiques. Les avantages concédés notamment aux sociétés concessionnaires ont ainsi obligé la Régence et, par conséquent, le contribuable indigène, à transférer une partie du revenu national tunisien au profit de sociétés privées domiciliées en France. J. PEYRAS souligne l'apport que peuvent représenter les Codes Théodosien et Justinien comme sources d'étude des questions militaires nord-africaines aux V-VIèmes siècles. H. BOUJRA retrace une chronologie précise de la diffusion marchande du tabac - depuis la traversée de l'Atlantique vers l'Afrique noire - de sa remontée vers Marrakech et Fès à la fin du XVIème siècle, suivant les flux caravaniers, et de son arrivée en Tunisie à l'aube du XVIIème siècle. Sur le terrain européen, F. EL GHOUL montre comment le processus de fermeture des cimetières du centre-ville parisiens à la fin du XVIIIème siècle et leur expulsion *extra-muros* doivent se comprendre dans le double contexte d'un essor urbain soutenu et du triomphe des théories hygiénistes.

L'histoire de la pensée et la discipline philosophique sont également représentées par des remarques sur les premiers développements du *Kalam* (R. M. FRANK), une réinterrogation des textes de Russell visant à appréhender le problème de l'existence du point de vue de la logique (Y. GODHBANE-KEFI) et une relecture des textes néo-positivistes de l'*Aufbau*, répondant aux critiques formulées par K. Popper (M. OUELBANI).

- ▲ Les Cahiers de Tunisie - Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis - 94, Bd. du 9 Avril 1938 - 1007 Tunis.

**CAHIERS
DU LUMIAR**N° 1 et 2 - septembre
1994*Les perceptions et les politiques de sécurité en Méditerranée occidentale*

Publiés en français, les deux premiers numéros des Cahiers du Lumiar traitent, l'un des perceptions maghrébines dans le contexte plus large du monde arabe (A. SAAF), l'autre des politiques de sécurité des pays du Maghreb central (F. FARIA). De ces deux textes ressort clairement le décalage, voire la contradiction, entre les perceptions entretenues et les choix effectivement opérés.

La recherche conduite par A. SAAF a pour point de départ un état des lieux de la littérature stratégique arabe, essentiellement moyen-orientale, dont il repère les genres, les préoccupations constantes ou les modes universitaires consacrant les problèmes de l'heure et, enfin, l'effet sur les perceptions maghrébines. L'auteur analyse les fondements de la sécurité nationale ; il relève l'itinéraire du concept de sécurité et les modes de détermination de l'ennemi actuel ou potentiel, à l'extérieur et - surtout - à l'intérieur du système arabe. Puis, il envisage les moyens de défense (doctrines militaires et mobilisation de ressources spécifiques) que mobilise la pensée stratégique arabe pour faire face aux menaces qu'elle identifie.

F. FARIA isole, quant à elle, le Maghreb comme un objet d'étude particulier dans lequel s'inscrivent des variations nationales. Jusqu'à la fin des années 80, les politiques de sécurité et les options stratégiques et militaires ont eu tendance à dépendre de considérations d'équilibre régional plutôt que du contexte international, mais l'émergence récente du phénomène de l'islamisme politique, tout en renforçant l'atmosphère de méfiance et de suspicion entre les gouvernements, a ouvert, entre eux, de nouvelles perspectives de coopération. De manière générale, ce sont les relations entre volets politique et militaire d'une part et sécurité intérieure et défense extérieure d'autre part qui caractérisent les politiques de sécurité au Maghreb.

- ▲ Cahiers du Lumiar - Instituto de Estudos Estratégicos e Internacionais (IEEI) - Largo de Sao Sebastiao, 8 - Paço do Lumiar - 1600 Lisboa.

**MIGRANTS-
FORMATION**N° 98 - septembre
1994*Génération : transmissions et ruptures*

Les problèmes de générations, de transmission et de mémoire font actuellement l'objet d'un large débat qui touche notamment à la question de l'immigration maghrébine en France. Au-delà du discours, déjà ancien, sur la génération issue de l'immigration, cette livraison s'interroge plus particulièrement sur la nouvelle génération d'adultes, constituée de jeunes Français d'origine maghrébine et sur leur volonté d'abandonner ou de maintenir certaines valeurs ou comportements hérités de leurs parents et, donc, de leur culture d'origine.

Les discours mettent l'accent sur la rupture entre les générations (A. SAYAD). Toutefois, si opposition il y a, elle ne résulte pas tant de modèles culturels divergents que d'une rupture entre des expériences personnelles, qui est entretenue par la crise scolaire et un marché du travail peu prometteur (S. LAACHER).

La deuxième génération est-elle donc constituée de *jeunes parmi d'autres* ? M. FIZE rappelle que, dans tous les milieux sociaux, la communication entre générations est au plus bas, tandis que G. MAUGER s'interroge sur la notion d'héritage culturel dans les milieux populaires. N. BELKAI s'intéresse à ces *grand-mères de l'immigration* dont le rôle essentiel dans la transmission des valeurs traditionnelles est remis en cause par l'évolution des générations. Les jeunes parents issus de l'immigration maghrébine, notamment, développent un modèle éducatif qui ne diffère pas fondamentalement de ceux des Français de leur âge (N. GUENIF SOUILAMAS). Néanmoins, la mise en cause de l'héritage culturel permet aux jeunes de créer leur propre univers culturel métissé (A. YAHYAOUJ). Ils affirment un islam qui s'exprime en rupture radicale avec celui de leurs parents (J. BAROU) et les filles développent des stratégies de dichotomie intérieur/extérieur et de *bricolage culturel* qui prennent des formes variées selon l'attitude des familles (C. CALOGIROU ; M. ESTERLE-HEDIBEL).

Les deux dernières études de cette livraison portent respectivement sur les générations d'Arméniens en France (M. HOVANESSIAN) et sur le point de vue des enseignants d'origine maghrébine (F. BENDJILALI).

- ▲ Migrants-Formation - Centre de documentation migrants - 91, rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge - France.

**ESPACES
ET SOCIÉTÉS**

N° 76 - 1/1994

Actualités de Henri LEFEBVRE

Le présent dossier s'interroge sur la pertinence de la pensée critique et complexe du philosophe-sociologue (1901-1991) et, notamment, sur la question qui occupe une place centrale dans sa théorie : l'espace. Articulée au temps, la catégorie de l'espace est conçue par H. LEFEBVRE comme étant fondamentalement une production du social au sein de la ville, lieu nodal de matérialisation des rapports sociaux. Sa théorie de l'espace innove au double niveau de la méthode et des conclusions relatives à l'oeuvre produite par des acteurs au sein d'un urbain assurant la reproduction des rapports sociaux. A la différence de l'approche marxiste classique, l'espace urbain est saisi à partir de la trilogie du perçu, du conçu et du vécu.

En fait, l'apport de H. LEFEBVRE concernant l'espace de l'urbain est le résultat d'une oscillation dialectique entre la philosophie de l'histoire et des hypothèses sociologiques permettant une intervention pratique - politique - sur le terrain de la ville (E. COUVELAKIS). Cette intervention se matérialise dans l'architecture en tant que projet et projection des rapports sociaux sur le sol. Mais ce projet ne porte pas uniquement sur le territoire puisqu'il a trait au corps comme sujet. Toute une logique esthétique s'en dégage en suivant des règles solidaires d'une *centralité jamais achevée* (P. PELLEGRINO et J. NEVES).

La vision urbaine de H. LEFEBVRE s'inscrit au sein d'une démarche assimilée tantôt à la pensée postmoderne (M. DEAR, P. HAMEL et C. POITRAS), tantôt à la sociologie du quotidien de la modernité (C. BERNIE-BOISSARD). Cette démarche est aujourd'hui amputée de sa triple dimension politique, critique et utopienne par des chercheurs qui reprennent, sans citer leur source, les idées lefebvriennes sur la ville (J-P. GARNIER).

Hors dossier, on peut lire également deux contributions portant, l'une, sur le tourisme comme *objet transitionnel* (R. AMIROU) ; l'autre, sur le rapport entre la reconversion architecturale et les identités culturelles (N. EVERAERT-DESMEDT).

- ▲ Espaces et Sociétés - Editions L'HARMATTAN - 5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique - 75005 Paris.

La rubrique **ETAT DE...** se propose depuis le numéro 22/23 de **Correspondances** de présenter périodiquement les principaux lieux de ressources documentaires ouverts aux chercheurs et aux étudiants au Maghreb.

Il s'agit aussi bien d'informer les lecteurs sur les centres d'archives et de documentation scientifique et technique que sur les bibliothèques nationales ou spécialisées dans les domaines propres aux sciences sociales et humaines et, ceci, avec un double objectif :

- proposer, d'une part, un repérage global des institutions, de leurs vocations et de leurs activités ;
- composer, d'autre part, un instrument de travail offrant des informations concernant la documentation disponible ainsi que les modalités d'utilisation ou d'accès aux produits documentaires.

C'est dans cette optique que **Correspondances** présente, ici, le **Centre d'Information et de Documentation du Ministère des Affaires de la communauté marocaine à l'étranger**.

CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION (CID)

34, avenue Omar Ibn KHATTAB

Agdal - Rabat

Tel : (2127) 77- 52-16 / 77-09-24 / 77-09-08 / 77-86-82

Fax : (2127) 67-02-36 / 67-02-37 / 67-02-38

De création récente (juin 1992), le Centre d'Information et de Documentation est une entité qui relève de la Direction de l'émigration du Ministère des Affaires de la Communauté marocaine à l'étranger (Décret n°2-91-98 du 18 *Hija* 1413 / 9 juin 1993 relatif aux attributions et à l'organisation du Ministère des Affaires de la Communauté marocaine à l'étranger, publié dans le B. O. n°4107 du 25 *Hija* 1413 / 16 juin 1993).

Le CID a pour objectif d'assurer la collecte, le traitement informatisé et la diffusion de l'information concernant les différents aspects du fait migratoire marocain, maghrébin et international. Il a également pour mission l'accueil, l'information et l'orientation des services du Ministère et de ceux de la Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger, ainsi que des personnes concernées par les thèmes liés aux migrations internationales : chercheurs, universitaires, étudiants à partir de la 4ème année de licence, journalistes... Il s'agit d'une structure jeune dont le personnel se compose d'une responsable, de deux informaticiens/techniciens, d'une assistante et d'un agent de service.

Depuis sa création, le Centre a opté pour une politique de collaboration et d'échanges avec les organismes nationaux et internationaux traitant des migrations et envisage, dans un proche avenir, la création d'une banque de données sur l'émigration.

Fonds documentaire

Le fonds documentaire du CID est d'abord un fonds spécialisé sur le fait migratoire (2 162 documents) avec ses différentes dimensions : émigration, immigration, intégration, insertion, données économiques de l'émigration, deuxième génération, etc. Ce fonds se présente sous diverses formes : monographies, thèses, mémoires, rapports, périodiques, documents audiovisuels (200).

Il existe par ailleurs un fonds pluridisciplinaire composé de 3 160 documents de nature multiple : ouvrages de référence, monographies, rapports, périodiques, guides, brochures, tirés-à-part, conventions, textes juridiques et microfiches. Ces dernières sont au nombre de 13 400 et traitent de textes législatifs marocains parus depuis 1912. Le contenu de ce fonds relève en majeure partie des domaines propres aux sciences sociales et humaines et, en particulier, le droit, l'économie, les statistiques et l'histoire.

La langue des documents est le français mais on trouve également des ouvrages en arabe, en espagnol, en anglais, en italien, en néerlandais et en allemand.

Dès sa création, le CID a opté pour un fichier informatisé et un traitement répondant aux normes internationales en matière de catalogage, d'indexation et de classification. Pour la consultation des documents audiovisuels, le Centre dispose d'un matériel (télévision, vidéo, magnétophone) que les usagers peuvent utiliser pour écouter ou visionner une cassette audio ou vidéo.

Par ailleurs, le CID assiste régulièrement à de nombreux colloques se déroulant au Maroc et ayant trait aux différentes disciplines des sciences sociales. A l'occasion de ces rencontres scientifiques, le CID s'emploie à enregistrer les interventions des participants et les porte, par la suite, à la connaissance de ses lecteurs sous forme de cassettes-vidéo ou de compte-rendus.

Bases de données disponibles et diffusion de l'information

A l'heure actuelle, le CID met au service de ses utilisateurs des informations réunies dans deux bases de données principales, dont l'accès est encore indirect. La première, intitulée MAC, enregistre le dépouillement des monographies et des articles de périodiques et propose des références bibliographiques et statistiques, au nombre de 2 000 environ.

La seconde, plus récente et intitulée JURIS, traite des différentes conventions que le Maroc a ratifié avec les pays d'accueil et comporte, pour l'heure, une centaine de références.

Pour accéder à ces bases, les utilisateurs formulent leurs questions au personnel technique qui se charge de répondre à leurs besoins documentaires. Quand aux documents composant les fonds spécialisé et pluridisciplinaire, ils sont en accès libre dans la salle de documentation. Il est, en outre, possible pour les utilisateurs d'en faire des photocopies à l'extérieur du Centre d'Information et de Documentation.

Ces bases de données ne sont pas encore reliées à des serveurs nationaux et internationaux, mais cela pourrait se faire prochainement en rapport avec le projet de création d'une banque de données sur l'émigration.

Enfin, en matière de diffusion de l'information, des bulletins bibliographiques et des sommaires sont conçus mensuellement et distribués en fonction d'un usage interne (notamment à des responsables et des cadres du Ministère et de la Fondation Hassan II). Ces bulletins sont également consultables sur place par les utilisateurs. Dans l'avenir, cette diffusion pourrait s'élargir vers les organismes nationaux, voire internationaux.

ETAT DE... a déjà publié des informations concernant les Centres suivants :

- CENTRE NATIONAL UNIVERSITAIRE DE DOCUMENTATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (CNUDST)

1, avenue de France -Tunis

Tél : (1) 651 625

Fax : (1) 354 216

Télex : 134 415

Correspondances 22/23

- CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION (CND)

Avenue Al Haj Ahmed Cherkaoui

10100 Haut Agdal

B.P. 826 - Rabat

Tél : (2127) 77 49 44

Fax : (2127) 77 31 34

Correspondances 25

R 13-14 janvier **TUNIS**
Les mutations sociales au Maghreb et le rôle des sciences sociales.
Séminaire organisé par l'Association Tunisienne de Sociologie,
Faculté des Sciences Sociales et Humaines de Tunis.
Coordination:
A **P** M. BOUTALEB
94, bd. du 9 avril 1938,
1007 Tunis
Tél : 260 950 / 260 932

P 20-21 janvier **MARRAKECH**
Insertion des jeunes et problèmes d'identité.
Table ronde organisée par la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de l'Université Mohammed V.
Coordination :
E Université Mohammed V
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
L BP 1040
Rabat
Tél : (7) 771 989 / 771 873

S 27 janvier **TUNIS**
Les Arabes et les défis du nouvel ordre mondial.
Conférence en langue arabe organisée par le Centre d'Etudes Maghrébines à Tunis (CEMAT).
Intervention : Professeur Illia HARIK (Indiana University)
Coordination : CEMAT
Impasse Menabrea, 21 bis, rue d'Angleterre, Tunis
Tél : 246 219

28-29 janvier **TUNIS**
Le travail des femmes, les économies nationales et le développement régional.
Rencontre organisée par le Centre de Recherches, d'Etudes, de Documentation et d'Information sur la Femme (CREDIF), sous l'égide du Ministère de la Femme et de la Famille, en collaboration avec l'UNESCO.
Coordination : CREDIF
Avenue du roi Fahd Ibn Abdelaziz, rue n°7131, 2092 El Manar II
Tél : 885 322
Fax : 882 893

29 janvier **GABES**
Entreprises et innovation technologique.
Colloque organisé par la Fondation Mohamed Ali de la Culture et du Travail.
Coordination :
Fondation Mohamed Ali de la Culture et du Travail
Habib Guiza
Cité El Ons E3 - C4
6000 Gabès
Tunisie
Tél : (5) 270 674
Fax : (5) 277 743

21 février **TUNIS**
L'invention de la planification spatiale : émergence des concepts et diversité des méthodes.
Première séance du séminaire «Planification spatiale : enjeux et méthodes» co-organisé par le Département d'Urbanisme de l'Institut Technologique d'Art, d'Architecture et d'Urbanisme de Tunis (ITAAUT) et l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC).
Intervention : Pierre MERLIN
Coordination : ITAAUT, route de l'Armée nationale, 1005 Tunis, Tél : 564 928
IRMC, 20, rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville 1002 Tunis
Tél : 796 722

22-24 février **BARCELONE**
Enjeux environnementaux pour la gouvernabilité des sociétés méditerranéennes.
Symposium international organisé par l'Institut Catalan d'Etudes Méditerranéennes (ICEM).
Coordination : ICEM
407 bis, avenue Diagonale, étage 21
08008 Barcelone
Tél : 34 (3) 415 72 22
Fax : 34 (3) 415 87 90

1er mars **TUNIS**
Limites de la lecture, lecture limite, réflexions sur la transgression.
Séance du séminaire organisé par le Groupe de Recherche Interdisciplinaire sur la Poétique de la Lecture (GRIPOL).
Intervention : Sadok BOUHLILA
Coordination : Kamel GAHA, Sadok BOUHLILA, G. NONNENMACHER (GRIPOL)
Faculté des Lettres et des Arts de la Manouba, 2010 Tunis
Tél : 521 391
Fax : 520 910

3 mars **LONDRES**
Regards de femmes sur le Maghreb.
Colloque organisé par l'Université de Westminster.
Coordination : Judith GRAY
Francophone Africa Research Centre
University of Westminster
Euston Centre
London NW1 3ET
Angleterre
Tél : 071 911 5000
Poste 4363
Fax : 071 911 5001

3 mars **PARIS**
L'habitat urbain. Promotion foncière et immobilière.
Séance du séminaire «Villes au Maghreb» animé par Chantal CHANSON-JABEUR et Bouziane SEMMOUD.
Coordination :
Université Paris VII
U.F.R. Géographie, Histoire et Sciences de la Société
2, place Jussieu
75005 Paris
Tél : 44 27 37 05
Fax : 44 27 69 64

10-11 mars **TUNIS**
Pratiques des sciences sociales.
Journées scientifiques co-organisées par l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC) et l'Académie Tunisienne des Sciences, des Lettres et des Arts *Beit el Hikma*.
Interventions : Alain DESROSIERES, Jean-Yves GRENIER, Alain CAILLE
Coordination : IRMC
20, rue Mohamed Ali Tahar Mutuelleville, 1002 Tunis
Tél : 796 722
Fax : 797 376
Académie Tunisienne Beit el Hikma
25, avenue de la République
2016 Carthage Hannibal
Tél : 731 696

10-11 mars **GABES**
Le monde du travail face aux mutations économiques et sociales.
Colloque organisé par la Fondation Mohamed Ali de la Culture et du Travail.
Coordination :
Fondation Mohamed Ali de la Culture et du Travail
Habib Guiza
Cité El Ons E3 - C4
6000 Gabès
Tunisie
Tél : (5) 270 674
Fax : (5) 277 743

13 mars **AIX-EN-PROVENCE**
Littérature et histoire.
Séance du séminaire «Littératures du Maghreb et du Moyen-Orient» organisé par l'Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM).
Intervention :
Habib TENGOUR.
Coordination : IREMAM
5, avenue Pasteur
13617 Aix-en-Provence
Cedex 1
Tél : 42 21 59 88
Fax : 42 21 52 75

A 15 mars **TUNIS**
L'état de la planification spatiale en Tunisie.
Deuxième séance du séminaire «Planification spatiale : enjeux et méthodes» co-organisé par le Département d'Urbanisme de l'Institut Technologique d'Art, d'Architecture et d'Urbanisme de Tunis (ITAAUT) et l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC).
Intervention : Jelal ABDELKAFI
Coordination : ITAAUT, route de l'Armée Nationale, 1005 Tunis.
Tél : 564 928
IRMC, 20, rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville, 1002 Tunis
Tél : 796 722
Fax : 797 376

C 20 mars **RABAT**
L'eau, sujet de terrain.
Séance du séminaire «Terrains» organisé par l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC).
Intervention : Béatrice MANSOURI.
Coordination : IRMC
1, rue d'Annaba Rabat
Tél : 76 96 40
Fax : 76 14 75

26-29 mars ZAGHOUAN
Rôle des institutions de recherche dans le développement des sciences sociales et humaines dans le monde arabe et en Turquie.
Rencontre organisée par le Centre d'Etudes et de Recherches Ottomanes, Morisques, de Documentation et d'Information (CEROMDI).
Coordination : CEROMDI
BP 50
1118 Zaghouan (Tunisie)
Tél : 676 446
Fax : 676 710

APPELS À CONTRIBUTION

6-7-8 mai GHARDAIA
Développement et cultures nationales.
Colloque international organisé par le Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle (CRASC) d'Oran.
Coordination : Nouria REMAOUN, Djamel GUERID
CRASC
B.P. 1524 Oran
El M'Naouer, Algérie
Tél et fax : 213/06 41 99 51

16-21 juin BOLOGNE
Challenges to Law at the End of the 20th Century.
Dix-septième Congrès mondial de l'Association Internationale de Philosophie du Droit et de Philosophie Sociale.
Coordination : Lilia LABIDI
Session 3 : Postmodernism and Decolonization
BP 21
Manar II
2092 Tunis

13-16 septembre PARIS
Cultural and textual interpretation in international relations.
Deuxième conférence internationale co-organisée par le Standing Group on International Relations et le European Consortium for Political Research.
Coordination : Chairman A. J. R. GROOM
Rutherford College
University of Kent
Canterbury
Kent CT2 7 NX
United Kingdom

26-29 octobre TORONTO
La traversée du français dans une Tunisie plurielle.
Colloque organisé par le Département d'Etudes Françaises de l'Université York.
Les communications doivent parvenir avant le 24 mars 1995.
Coordination : Hédi BOURAOUI, Yvette BENAYOUN-SZMIDT, Najib REDOUANE
Département d'études françaises, Faculty of Arts, Université York, 4700 Kelle Street (Ross N 723), Downsview, Ont., Canada M3J 1P3
Tél : (416) 736 5086
Fax : (416) 736 5734

22-24 novembre RABAT
Rétif et le Théâtre.
Colloque organisé par le Département de Langue et de Littérature Françaises de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat.
Les demandes de participation doivent être soumises avant le 30 mars 1995.
Coordination : Mohammed BAKKALI-YEDRI
Université Mohamed V
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
B.P. 1040 Rabat
Tél : (7) 771 989 / 771 873

23-24 novembre TOULOUSE
Psychopathologie, pratiques cliniques et démarche interculturelle.
Colloque co-organisé par le Conseil et Formation sur les Réalités de l'Immigration et de l'Interculturel (COFRIMI), le Centre Hospitalier Spécialisé Marchant et le Centre d'Etudes et de Recherches sur les Processus Psychologiques de l'Université Toulouse le Mirail.
Coordination : COFRIMI
23, rue de Grasse
31400 Toulouse
Tél et Fax : 62 26 71 15

14-15-16 décembre TUNIS
La Tunisie du Nord : espace de relations.
Colloque de géographie organisé par le Département de Géographie de la Faculté des Lettres La Manouba. Les demandes de participation doivent parvenir avant le 31 mars et les communications avant le 20 juin 1995.
Coordination : Abdelkrim SALEM
Faculté des Lettres La Manouba
Département de Géographie La Manouba 2010 Tunis
Tél : 521 189
Fax : 520 910

APPEL À CANDIDATURE

26 juillet-6 août TUNIS
Constitution et Justice.
XIème session de l'Académie Internationale de Droit Constitutionnel.
Les demandes d'admission doivent être retournées avant le 15 mai 1995.
Coordination : Rafaa BEN ACHOUR (Secrétaire Général)
Académie Internationale de Droit Constitutionnel
Campus universitaire, 1060 Tunis
Tél : 515 614
Fax : 502 503

Juin ALGER
«La ville vue par...»
Appel à contribution au numéro 4 de la revue d'architecture et d'urbanisme *Habitat, Tradition, Modernité* (HTM).
Coordination : HTM
107 bis, rue Didouche Mourad
Alger
Tél : 66 83 87 / 90
IRMC
20, rue Mohamed Ali Tahar
Mutuelleville 1002 Tunis
Tél : 796 722
Fax : 797 376

COLLOQUE Espaces-frontières et dynamiques socio-culturelles au Maghreb

IRMC

Sidi Bou Saïd

27-29 janvier 1995

Dans le cadre du programme de recherche **Espaces-frontières et dynamiques socio-culturelles au Maghreb**, l'IRMC a organisé les 27-29 janvier 1995, à Sidi Bou Saïd, un colloque réunissant des chercheurs maghrébins et européens.

Cette rencontre faisait suite à trois réunions préparatoires tenues respectivement à Tunis (mai 1993), Rabat (novembre 1993) et Strasbourg (lors de la session annuelle de l'Association Française d'Etude sur le Monde Arabe et Musulman en juillet 1994).

Les communications ont traité des flux et des réseaux d'échanges transfrontaliers ainsi que de leurs effets sur la structuration de l'espace de part et d'autre des frontières considérées.

Les débats ont été conduits suivant trois angles d'approche complémentaires :

- la notion d'espace-frontière dans une perspective historique et comparative ;
- le développement urbain comme illustration de l'impact des flux sur l'espace ;
- l'examen d'études de cas portant sur divers aspects de trois espaces-frontières (Nord-Est marocain, Oriental marocain/Ouest algérien, Sud-Est tunisien).

Les questions posées en l'occurrence ne se rapportaient pas, de près ou de loin, au tracé des frontières ou à leur gestion conjoncturelle. Leur enjeu était d'une toute autre nature. Une fois constatée l'existence de bandes frontalières, décrits les flux qui les traversent et identifiés les réseaux qui les transcendent, il s'agit de déterminer dans quelle mesure de nouvelles logiques territoriales sont à l'oeuvre. A cet égard, flux et réseaux ne débouchent pas, à proprement parler, sur des territorialités politiques et des modes de régulation faisant sens par référence à un ensemble régional déclassant ou dépassant les frontières. A plus d'un titre, loin d'estomper celles-ci, ils tendent à les activer en se jouant tout à la fois de leur flexibilité et de leurs démarcations : à la faveur des discontinuités des législations et des politiques économiques, les individus élaborent des stratégies de circulation et d'échanges leur conférant le statut d'acteurs. Sous cet angle, se donnent à voir de nouvelles dynamiques faisant place à l'invention sociale et actualisant des cultures frontalières. Les flux et les stratégies auxquels ils se prêtent produisent-ils pour autant de l'espace ?

Le développement urbain, plus particulièrement dans le Sud-Est tunisien et l'Oriental marocain, peut témoigner de la diffusion d'effets de frontière au-delà de la bande frontalière et expliciter ce seuil au-delà duquel la notion d'espace-frontière s'avère pertinente pour rendre compte de configurations et d'agencements à l'échelle de la petite région, ainsi que de leur articulation à l'espace national.

Les trois cas d'espaces-frontières maghrébins envisagés lors du colloque conduisent à s'interroger simultanément sur les termes d'une comparaison, d'une part, et sur la notion de système frontalier propre à tel ou tel pays, d'autre part. Cas ou types d'espaces-frontières ? Le Nord-Est marocain et le Sud-Est tunisien partagent nombre de traits communs tant du point de vue du milieu naturel que de la nature et de l'objet des flux ou des formes de développement urbain. Partant, ils se prêtent à une différenciation d'avec l'espace frontalier algéro-marocain. Cependant, il est possible de dégager des éléments d'identification sinon d'un système frontalier marocain, du moins d'une articulation et d'une hiérarchisation entre deux frontières séparant (et reliant) le Maroc aux enclaves espagnoles et à l'Ouest algérien. Ce débat résume, en quelque sorte, les prolongements qui seront donnés au Colloque par une publication mettant l'accent sur la réflexion typologique à partir d'un comparatisme élargi à d'autres cas.

Coordonnateur du Programme et du Colloque : Mostafa KHAROUFI

Participants au Colloque : Rachid AZLOUK, Bertrand BADIE, Amor BELHEDI, François BAFOIL, Mohamed BERRIANE, Hassen BOUBAKRI, Michel CAMAU, Mustapha CHACHOUA, Mohamed Hédi CHERIF, Mohamed CHIGUEUR, Jean-Charles DEPAULE, Abdelkader GUITOUNI, Ridha LAMINE, Kamel LAROUCSI, Mustapha MADI, Hassouna MZABI, Mohamed NACIRI, Daniel NORDMAN, Pierre-Yves PECHOUX, Ana PLANET, Pierre SIGNOLES, Aïcha TAIEB-KORCHID, Fouad ZAIM, Abdelkader ZGHAL.

**PROGRAMME
DE RECHERCHE**

RÉUNION

8 décembre 1994

Rabat

Pratiques culturelles au Maghreb : Techniques de Communication et image de soi

Nabiha JERAD, Maître-assistant à l'Université de Tunis, Chercheur associé à l'IRMC
Nouvelles tendances en analyse de discours

L'analyse de discours se donne pour objet ce que SAUSSURE appelle «la parole». A partir de travaux tels que ceux de BAKHTINE, BENVENISTE, CULIOLI et SIMONIN, de nouvelles méthodes se sont développées tendant à une meilleure compréhension des pratiques langagières.

Les résultats d'une recherche portant sur un échantillon de lettres de candidatures rédigées en français par des sujets respectivement de nationalités française et tunisienne en proposent une illustration. Du moins, peuvent-ils contribuer à une approche renouvelée de la question du bilinguisme. Entre autres enseignements, ils font apparaître notamment la plus grande propension des «candidats» tunisiens à se conformer aux conventions discursives consignées dans les manuels et soulignent la prééminence des proximités socio-professionnelles sur les disparités sociolinguistiques. Partant, ils posent la question d'une articulation entre ces méthodes et les travaux sur l'idéologie, qu'il s'agisse des approches inspirées par BOURDIEU ou de celles de la socio-critique. D'une manière plus générale, ils conduisent à s'interroger sur les conditions de possibilité d'un regard total, autrement dit, d'une démarche qui, assumant tous les points de vue, solliciterait les différentes disciplines. Sous cet angle, celui d'une interrogation sur la constitution des corpus et la relation entre «champs» (sociaux) et discours, ils sont de nature à relancer le débat instauré par FOUCAULT sur la notion de *limite* et sur les possibilités de production d'un discours.

SÉMINAIRE

ITAAUT - IRMC
Tunis (Dar Lasram)

La planification spatiale : enjeux et méthodes

Première séance

21 février 1995

Pierre MERLIN

L'invention de la planification spatiale : émergence des concepts et diversité des méthodes

Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I) et à l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, Pierre MERLIN est, par ailleurs, Président du Conseil d'Administration de l'Institut Français d'Urbanisme (Université Paris VIII).

Pierre MERLIN a publié de nombreux travaux sur l'aménagement des villes et la planification urbaine et, notamment, sur la planification des transports. Il est l'auteur de : *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, co-dirigé avec Françoise CHOAY, Paris : PUF, 1988 et *Géographie, économie et planification des transports*. Paris : PUF, 1991.

**JOURNÉES
SCIENTIFIQUES**

IRMC-Académie
Tunisienne
Beït al-Hikma
Carthage

Pratiques des Sciences Sociales

L'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC) et l'Académie Tunisienne *Beït al-Hikma* organisent, **les 10 et 11 mars 1995**, des journées scientifiques sur les **Pratiques des Sciences Sociales**. Ces journées sont ouvertes aux chercheurs, enseignants-chercheurs et doctorants désireux de conduire une réflexion collective sur le processus et les procédures de production de la connaissance, en fonction des développements les plus récents des sciences sociales et historiques.

Trois rencontres sont programmées :

- Vendredi 10 mars 1995 15h-18h

**Les sciences sociales comme pratiques descriptives et explicatives.
Classements et classifications : individualités et catégories.**

Intervenant : **Alain DESROSIERES**

Chercheur à l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) et au Centre de Recherche en Economie et Statistique (CREST) - Paris.

- Samedi 11 mars 1995 10h-13h

Les sciences sociales comme sciences historiques.

Histoire et sociologie

Intervenant : **Jean-Yves GRENIER**

Chercheur au CNRS, EHESS Centre de Recherches Historiques, Paris, directeur de la rédaction des *Annales Histoire Science Sociale*.

- Samedi 11 mars 1995 15h-18h

Les sciences sociales comme culture.

Le rapport aux valeurs : utilité et vérité.

Intervenant : **Alain CAILLE**

Directeur de l'Institut de Sociologie et du Laboratoire de Sociologie Anthropologique (LASA), directeur du MAUSS (Mouvement Anti-Utilitariste dans les Sciences Sociales).

Les rencontres se tiendront au siège de l'Académie Tunisienne Beït al-Hikma, à Carthage (25, Avenue de la République).

S O M M A I R E

POSITIONS DE RECHERCHE	3
Manières de voir A propos de Picturing Casablanca : Portraits of Power in a Modern City Hannah DAVIS TAIEB	
RECHERCHES EN COURS	8
Croissance urbaine et logiques familiales Le cas de Zarzis (Sud-Est tunisien) Rachid AZLOUK	
VIENT DE PARAÎTRE	15
REVUES	19
ETAT DE ...	22
CID - Rabat	
CALENDRIER SCIENTIFIQUE	24
ACTIVITES DE L'IRMC	26

المحتويات

3	مواقف بحث : وجهات نظر حول تصوير الدار البيضاء نهيل المسافة في مدينة حديثة حنا دايبس الطيب
8	بحوث بصدق الزواجر : التطور الحضري واستراتيجيات الإسكان مدينة درجيس بالجنوب الشرقي التونسي نهوذا رشيد مزلوک
15	آخر ما صدر
19	المجلات
22	جوانب المسألة : مركز المعلومات والتوثيق - الرباط
24	البرنامج العلمية
26	انشطة معهد البحوث المغربية المعاصرة
